

Kohnert, Dirk

Preprint

L'impact des relations subsahariennes d'Israël sur les migrants africains en Israël

Suggested Citation: Kohnert, Dirk (2023) : L'impact des relations subsahariennes d'Israël sur les migrants africains en Israël, Zenodo, Genève,
<https://doi.org/10.5281/zenodo.10056146> ,
<https://zenodo.org/records/10056146>

This Version is available at:

<https://hdl.handle.net/10419/300914>

Standard-Nutzungsbedingungen:

Die Dokumente auf EconStor dürfen zu eigenen wissenschaftlichen Zwecken und zum Privatgebrauch gespeichert und kopiert werden.

Sie dürfen die Dokumente nicht für öffentliche oder kommerzielle Zwecke vervielfältigen, öffentlich ausstellen, öffentlich zugänglich machen, vertreiben oder anderweitig nutzen.

Sofern die Verfasser die Dokumente unter Open-Content-Lizenzen (insbesondere CC-Lizenzen) zur Verfügung gestellt haben sollten, gelten abweichend von diesen Nutzungsbedingungen die in der dort genannten Lizenz gewährten Nutzungsrechte.

Terms of use:

Documents in EconStor may be saved and copied for your personal and scholarly purposes.

You are not to copy documents for public or commercial purposes, to exhibit the documents publicly, to make them publicly available on the internet, or to distribute or otherwise use the documents in public.

If the documents have been made available under an Open Content Licence (especially Creative Commons Licences), you may exercise further usage rights as specified in the indicated licence.



<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

L'impact des relations subsahariennes d'Israël sur les migrants africains en Israël

Dirk Kohnert ¹

Une recherche d'alliés dans un monde hostile ²



Source: © David Simonds, [The Economist](#), 4 février 2010

Résumé : Dans les années 1960, l'Afrique subsaharienne a connu une offensive diplomatique à grande échelle de la part d'Israël. Le Ghana de Kwame Nkrumah a été le premier pays à établir des relations diplomatiques et économiques. D'autres pays suivirent bientôt, si bien qu'au milieu des années 1960, une quarantaine de pays africains recevaient une aide agricole et militaire d'Israël et bénéficiaient de bourses pour leurs étudiants. L'implication d'Israël a été renforcée par les activités de la CIA en Afrique à l'époque, qui étaient conçues et financées par les États-Unis et d'autres puissances occidentales comme leur « troisième force » en Afrique. Depuis, la situation a évolué en raison de la solidarité croissante des Africains avec les Palestiniens et de leur rejet du système israélien de « l'apartheid », c'est-à-dire de la discrimination systématique à l'encontre des populations non-israéliennes. Israël a perdu le soutien de la plupart des pays d'ASS au début des années 1970 en raison de sa collaboration avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. Comme l'a dit Nelson Mandela : « L'Afrique du Sud ne sera jamais libre tant que la Palestine ne sera pas libre ». Lors de sa 12e session ordinaire à Kampala en 1975, l'OUA a pour la première fois identifié l'idéologie fondatrice d'Israël, le sionisme, comme une forme de racisme. Néanmoins, plusieurs pays africains ont continué à entretenir des contacts de faible niveau par l'intermédiaire de treize ambassades étrangères, par exemple en Éthiopie, en Tanzanie, en Ouganda et au Zaïre, tandis que les échanges éducatifs et commerciaux se sont poursuivis, bien qu'à des niveaux considérablement réduits et à l'abri des regards du public. Mais le fléau du terrorisme islamiste a nécessité une relance des relations. La coopération militaire et sécuritaire, y compris la cybersécurité, est particulièrement intense avec par exemple l'Éthiopie, le Zaïre, l'Ouganda, le Ghana, le Togo et l'Afrique du Sud. Elle a aussi souvent servi à soutenir des régimes africains despotiques. Aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne constitue un marché lucratif pour l'industrie de défense israélienne. Le Cameroun, le Tchad, la Guinée-Equatoriale, le Lesotho, le Nigeria, le Rwanda, les Seychelles, l'Afrique du Sud et l'Ouganda ont reçu des armes d'Israël entre 2006 et 2010. En 2014, 40 % des exportations d'armes d'Israël étaient destinées aux pays africains. Après la fin de la guerre froide et le début du processus de paix israélo-arabe, la plupart des États africains ont repris leurs relations avec Israël après que Netanyahu soit devenu Premier ministre en 2009 sous le slogan : « Israël revient à l'Afrique, l'Afrique revient à Israël ». Israël entretient désormais des relations avec 40 États subsahariens, dont certains adoptent une position plus pro-israélienne qu'auparavant. La stabilisation de la Corne de l'Afrique était considérée comme cruciale car elle était directement liée aux pressions migratoires auxquelles Israël était confronté depuis le milieu de la dernière décennie. On estime que 40 000 réfugiés africains vivent sur le sol israélien, la plupart venant du Soudan et de l'Érythrée. La réputation internationale d'Israël a été affectée par sa politique décisive visant à limiter le nombre de migrants en construisant un mur à la frontière avec l'Égypte. Depuis 2013, le gouvernement a tenté d'expulser environ 4 000 migrants vers le Rwanda et l'Ouganda dans le cadre d'un programme de « départ volontaire » entre 2014 et 2017. Presque tout le monde a de nouveau fui le Rwanda et a entrepris le dangereux voyage vers l'Europe.

Mots clés : [Israël](#), [UA](#), [Palestiniens](#), [immigration africaine en Israël](#), [main d'œuvre immigrée](#), [envois de fonds](#), [traite des êtres humains](#), [contrebande](#), [aide militaire](#), [coup d'État](#), [gouvernance](#), [développement durable](#), [secteur informel](#), [APD](#), [Conseil de paix et de sécurité](#), [Afrique subsaharienne](#), [relations Israël-Afrique du Sud](#), [Nigeria](#), [Érythrée](#), [Rwanda](#), [Éthiopie](#), [Égypte](#), [Soudan](#), [études africaines](#)

JEL-Code: D31, D62, D72, D74, E26, F22, F35, F51, F52, F53, F54, F55, H12, H56, N47, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). *Projet*: 29 octobre 2023

² « Les ambitions affichées de l'Iran en Afrique sont particulièrement inquiétantes pour Israël, qui avait autrefois de nombreux amis sur le continent et veut garder les quelques qui restent. » (Traduction par l'auteur), [The Editor, The Economist](#), 4 février 2010.

1. Introduction

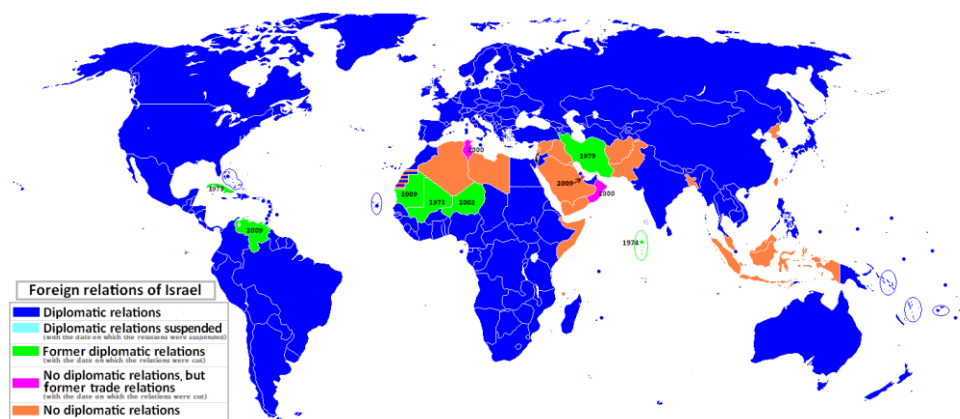
Caricature 2 : D'accord – ne pas utiliser l'épée ³



Source: © Valtman, Edmund S., [Library of Congress](#), 22 décembre 1977

Bien avant la création d'[Israël](#), le père du [sionisme](#) politique moderne, l'Autrichien [Theodor Herzl](#) (1860-1904), avait encouragé l'immigration juive en [Palestine](#) dans le but de créer un État juif (1897). Il a également écrit que les Juifs et les Noirs partageaient un point commun en termes de souffrance. De nombreux [Africains](#), alors encore sous domination coloniale, considéraient donc Israël comme un exemple à suivre. Cependant, une fois l'État juif créé (1948), le conflit israélo-arabe, dans le contexte de la guerre froide, a mis fin à la vision illusoire de Herzl d'une solidarité humaine au détriment des intérêts stratégiques des États nationalistes (Nouhou, 2003). Pour la plupart des Africains, en retard de développement, les victoires d'Israël sur les [Arabes](#) ne pouvaient pas être l'œuvre d'un pays du tiers-monde. Au lieu de cela, Israël était considéré comme l'une des [puissances régionales](#) et même comme un [colonisateur](#). Une fois que les faibles ont changé de camp, le regard s'est tourné vers les [Palestiniens](#) comme point de référence et comme concept de souffrance (Nouhou, 2003).

Graph 1: Carte du monde montrant l'état des relations diplomatiques d'Israël, 2020



Source: © [Davshul](#), [Foreign relations of Israel](#), en.Wikipedia, Août 2020

³ « La caricature montre le président égyptien [Anouar el-Sadate](#) et le Premier ministre israélien [Menachem Begin](#) examinant un énorme nœud, appelé ' [nœud gordien](#) '. ... En 1972, Sadate et Begin ont pris pour la première fois des mesures pour tenter de résoudre les problèmes de l'hostilité des États arabes à l'égard d'Israël et du règlement du problème des [réfugiés palestiniens](#). En novembre 1977, Sadate s'est rendu en Israël et Begin et lui se sont engagés – contrairement à [Alexandre le Grand](#) – à régler leurs différends sans recourir aux armes. » (traduction par l'auteur) [Library of Congress](#), 22 décembre 1977.

Dans ce qui suit, cet article analyse l'évolution des relations d'[Israël](#) avec [l'Afrique subsaharienne](#) (ASS), à l'aide d'études de cas sur [l'Afrique du Sud](#), le [Nigéria](#), l'[Érythrée](#) et le [Rwanda](#). Cela servira de base pour évaluer l'impact des relations Israël-ASS sur le sort des migrants africains en Israël.

2. Histoire et principaux moteurs des relations israéliennes avec l'Afrique subsaharienne

Caricature 3 : Caricature « raciste » du ministère israélien des Affaires étrangères décrivant Israël comme une ville futuriste et le monde arabe comme un peuple arriéré⁴



Source: © [Nimrod Reshef](#) (Nimi), Lieber, 2017

Peu après l'indépendance des États africains au début des années 1960, une offensive israélienne généralisée a commencé en [Afrique subsaharienne](#) (ASS), notamment pour obtenir le soutien d'organisations internationales clés comme l'[ONU](#). En 1958, le [Ghana](#) de [Kwame Nkrumah](#) fut le premier à établir des relations diplomatiques et économiques avec [Tel-Aviv](#), notamment en soutenant le développement des forces armées ghanéennes. D'autres pays suivirent bientôt, si bien qu'au milieu des années 1960, une quarantaine de pays africains avaient conclu des accords de coopération agricole et militaire avec Israël et bénéficiaient de bourses pour leurs étudiants (Onana, 2006).

Les objectifs initiaux d'[Israël](#) en ASS étaient de réduire son isolement diplomatique et d'obtenir le soutien du bloc africain, ou du moins sa neutralité à l'[ONU](#), pour la position israélienne dans le conflit israélo-arabe. [Tel Aviv](#) a également cherché à contrer l'influence du bloc arabe et oriental, qui menaçait ses intérêts en ASS, et à résister aux pressions du président égyptien [Nasser](#). Mais il y avait un autre aspect, plus secret, à l'établissement de

⁴ « Une caricature anti-BDS du ministère israélien des Affaires étrangères dépeint l'État juif comme une ville futuriste avec des voitures volantes et le monde arabe comme un homme têtus sur une mule... Le ministère des Affaires étrangères a publié dimanche une caricature en arabe visant à convaincre les lecteurs que si le Moyen-Orient cessait ses relations diplomatiques, boycott de l'État juif, la coopération régionale sortirait le monde arabe du 'Moyen Âge'. ... un homme arabe sur une mule déclarant avec colère 'Je vous boycotte Israël'. La mule, dans un jeu de mots, dit au boycotteur qu'il est 'aussi têtus qu'une mule'. L'autre moitié du dessin montre une métropole futuriste en dessous de laquelle est écrit 'Bienvenue en Israël'. Le dessin a été qualifié de 'raciste', caricatural visant à convaincre les lecteurs de quitter le 'Moyen Âge' et coopérer avec Israël ultramoderne (Facebook arabe du ministère israélien des Affaires étrangères) » (Lieber, 2017); faisant référence au mouvement pro-palestinien de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#) (BDS), également soutenu par [l'Union africaine](#).

bonnes relations avec l'ASS. [Israël](#) espérait démontrer sa volonté et sa capacité à promouvoir les intérêts occidentaux et à entamer un dialogue stratégique avec les [États-Unis](#) pendant la [guerre froide](#) (Tal, 2012). Par conséquent, les efforts d'Israël pour surmonter son isolement au sein des organisations internationales, en particulier à l'[ONU](#), ont été exploités par les activités de la [CIA](#) en [Afrique](#) à l'époque. Les activités d'Israël sur le continent ont été façonnées et financées par les États-Unis et d'autres puissances occidentales. Israël était considéré comme une « troisième force » en Afrique, entre l'Occident et le bloc communiste, mais en même temps, ses activités bénéficiaient au monde occidental (Tal, 2012).

Mais les régimes autoritaires africains ont également profité de cette constellation pour maintenir leur régime despotique. Ainsi, le président zaïrois [Mobutu Sese Seko](#) (1965-1997) a demandé l'assistance militaire israélienne, notamment des experts et des conseillers militaires. Israël a contribué de manière significative à la modernisation de [l'armée zaïroise](#), en fournissant des équipements de pointe, en formant des unités d'élite et en participant au plan quinquennal de reconstruction de l'armée zaïroise. Dans le même temps, Mobutu cherchait à améliorer sa position à [Washington](#). En obtenant le soutien des organisations juives américaines grâce à la médiation israélienne, il a cherché à influencer le [Congrès américain](#), à faire pression en faveur du Zaïre et à encourager les hommes d'affaires juifs à investir dans son pays. D'autres régimes d'ASS, notamment le [Togo](#) d'[Eyadéma](#), le [Libéria](#) de [Samuel Doe](#) et le [Cameroun](#) de [Paul Biya](#), ont suivi le modèle zaïrois (Heller, 2012).

Simultanément, une compétition s'est développée entre les deux puissances moyennes voisines du Sud, [Israël](#) et l'[Égypte](#), cette dernière représentant les intérêts palestiniens et arabes, dans toute [l'Afrique subsaharienne](#) pendant près de deux décennies, de 1957 à 1974 (Siniver & Tsourapas, 2023). Les stratégies de [soft power](#) israélienne et égyptienne ne visaient pas explicitement à modifier la position des États cibles sur le conflit israélo-arabe. Au lieu de cela, tous deux cherchaient à soutenir le développement socio-économique de ces États. La coopération humanitaire d'Israël avec l'ASS a joué un rôle déterminant dans la rupture de son isolement dans la région, et les relations bilatérales ont connu ce qu'on appelle un « âge d'or » (Akçayi et Anli, 2013). L'ASS est ainsi devenue une zone de compétition idéologique et stratégique entre les deux rivaux. Tandis qu'Israël se concentrait sur l'aide au développement, fournie par l'Agence de coopération internationale au développement ([MASHAV](#)), fondée en 1958, l'[Égypte](#) se concentrait sur les échanges éducatifs et les campagnes publiques. La construction d'une coalition s'est poursuivie sans relâche malgré l'effondrement militaire et économique de l'Égypte à la suite de la [guerre israélo-arabe des Six Jours de 1967](#). Cependant, la prise par Israël du [plateau du Golan](#) en [Syrie](#), de la [Cisjordanie](#) (y compris [Jérusalem-Est](#)) et de la [péninsule égyptienne du Sinaï](#) ainsi que de la [bande de Gaza](#) occupée par l'Égypte et le déplacement à grande échelle de populations civiles qui en a résulté ont eu des conséquences à long terme. La violation ouverte par Israël du principe internationalement établi de l'intégrité territoriale, qui était d'une grande importance pour les pays africains dans le contexte de frontières coloniales contestées, ainsi que la pression politique de [l'Union soviétique](#) et des États arabes (par exemple la [Libye](#)), était souvent combinée à des pressions financières et financières. Le soutien économique de ces pays a gravement entravé la coopération (Wojnarowicz, 2017). Malgré la rupture dramatique des relations diplomatiques avec Israël au début des années 1970, plusieurs pays africains ont maintenu des contacts avec Israël à un niveau inférieur. Ils ont utilisé des ambassades étrangères comme intermédiaires (par exemple l'ambassade de [Suède](#) en [Éthiopie](#) et en [Tanzanie](#), l'ambassade d'[Italie](#) en [Ouganda](#) et l'ambassade du [Danemark](#) au [Zaïre](#)), tandis que les échanges éducatifs et commerciaux se poursuivaient, bien qu'à un niveau très réduit et à l'abri des regards du public. Le président tanzanien [Julius Nyerere](#), fondateur du [socialisme Ujamaa](#), a par exemple fait remarquer que les Africains ne permettraient pas à leurs amis de décider qui devraient être leurs ennemis. En mai 1973 encore, les membres arabes de

l'Organisation de l'unité africaine ([OUA](#)) étaient frustrés par le refus de leurs homologues africains d'adopter une position unie contre Israël (Siniver & Tsourapas, 2023).

Pourtant, la coopération israélo-africaine ne s'est définitivement effondrée que lorsqu'elle est entrée en conflit avec l'image internationale croissante des États africains au début des années 1970 (Siniver & Tsourapas, 2023) et lors de la [guerre du Yom Kippour](#) de 1973, lorsque la plupart des États subsahariens a rompu ses relations avec [Israël](#), à l'exception de l'[Afrique du Sud](#) de l'[apartheid](#). La perception négative d'Israël a également été influencée par sa coopération en matière de sécurité, notamment en matière [d'armement nucléaire](#), établie dans les années 1970 avec le régime de l'[apartheid](#) de [Pretoria](#). Ce n'est qu'en 1987, lorsqu'Israël, qui s'est retrouvé isolé par les pays occidentaux développés, notamment l'[UE](#) et les [États-Unis](#), tout en entretenant des relations étroites avec l'Afrique du Sud de l'[apartheid](#), a rejoint l'Occident dans son opposition à l'[apartheid](#) (Tal, 2012 ; Mizroch, 2006). Tout cela a abouti au retrait politique et économique d'Israël d'Afrique, même si une coopération limitée a été maintenue avec des alliés clés, comme le [Kenya](#) (Wojnarowicz, 2017).

Cependant, dix ans plus tard, en septembre 1983, après [l'accord de paix israélo-libanais](#) (17 mai 1983), des pays d'ASS comme le [Sénégal](#), le [Togo](#), la [Côte d'Ivoire](#), le [Gabon](#), la [République centrafricaine](#) et le [Cameroun](#) ont annoncé leur intention de rétablir leurs relations extérieures (Nouhou, 2003). Depuis les années 1990, les relations se sont considérablement améliorées, suite à la fin de la [guerre froide](#) et au début du [processus de paix israélo-palestinien](#). Cependant, le retour à des relations plus étroites avec l'ASS n'a commencé qu'après que [Benjamin Netanyahu](#) est devenu Premier ministre en 2009. En 2016, il a annoncé une intensification de l'activité politique dans ce sens sous la devise « Israël revient à l'Afrique, l'Afrique revient à Israël ». Israël entretient désormais des relations avec 40 États [d'Afrique subsaharienne](#), dont certains ont adopté une position plus pro-israélienne qu'auparavant (Wojnarowicz, 2017).

Lors du 51e sommet ordinaire de la [CEDEAO](#), tenu début juin 2017 au [Libéria](#), le Premier ministre israélien [Benjamin Netanyahu](#) était l'un des intervenants du sommet. Il s'agissait de la première visite d'un Premier ministre israélien en [Afrique subsaharienne](#) depuis 30 ans. Le regain d'intérêt israélien était dû, en dernier lieu, à son désir d'obtenir le soutien diplomatique de l'Afrique sur les questions liées à [Israël](#) dans les forums internationaux tels que l'[ONU](#). Israël a également proposé une coopération en matière de [lutte contre le terrorisme](#) et de développement économique. Entre autres, il a signé un traité de quatre ans d'un milliard de dollars américains pour développer des projets d'énergie verte à travers la CEDEAO. Lors du sommet de la CEDEAO, Netanyahu a exhorté les dirigeants ouest-africains à voter pour un sommet Afrique-Israël en octobre qui se tiendra à [Lomé](#) afin d'intensifier la coopération. Ce sommet, le premier de l'histoire, visait à consolider le rapprochement entre Israël et plusieurs États africains que avait été fait une priorité diplomatique du gouvernement israélien. Le [Togo](#) entretenait des liens amicaux de longue date avec [Tel-Aviv](#), notamment en matière de coopération étroite avec les services de sécurité israéliens ([Mossad](#)) qui fournissaient déjà des conseils, du matériel et des logiciels sophistiqués depuis le règne du défunt général [Eyadéma](#). En 2021, le [Citizen Lab](#) (Toronto), de renommée internationale, a révélé que le gouvernement de [Lomé](#), ainsi que d'autres États d'ASS comme le [Rwanda](#), avaient utilisé un logiciel espion israélien très sophistiqué « [Pegasus](#) » pour cibler des religieux catholiques et des militants de la société civile afin d'espionner les téléphones portables et trafic Internet de l'opposition. Officiellement, le logiciel avait été vendu au gouvernement de Lomé pour lutter contre le terrorisme et la grande délinquance. Il a été révélé que le président sud-africain [Cyril Ramaphosa](#) avait été sélectionné comme cible potentielle de la surveillance Pegasus, probablement par le [Rwanda](#) (Jones & Abramov & Patrucic, 2022). Une autre prestation remarquable avait déjà été réalisée en 2013 lorsqu'Israël avait livré à [Lomé](#) du matériel

d'écoute et de sécurité pour plus de 144 millions d'euros, soit environ le double du budget de l'armée togolaise. Le [Togo](#) compte également parmi les quelques pays en développement qui ont voté avec les [États-Unis](#) contre la résolution de l'[ONU](#) condamnant la décision du président [Trump](#) de reconnaître [Jérusalem](#) comme capitale d'Israël fin 2017. Cependant, une controverse a éclaté sur l'opportunité du sommet Israël-Afrique. Elle a été remise en question en raison des réserves de [l'Afrique du Maghreb](#), de [l'Afrique du Sud](#) et du [monde arabe](#) concernant la position d'Israël sur la [question palestinienne](#). Certains pays islamiques d'Afrique comme le [Gabon](#), le [Niger](#), le [Mali](#) et la [Mauritanie](#) ont considéré l'intrusion officielle d'Israël en Afrique comme une provocation et ont appelé au boycott du sommet. Pourtant, en septembre, le [Sénégal](#) a condamné la colonisation rampante du [territoire palestinien](#) par Israël. Les États membres de l'[OCI](#) (Organisation de la Conférence Islamique), à laquelle le [Togo](#) appartenait déjà depuis 1997, ont exigé avec fureur des repréailles contre le Togo. Le Président [Faure Gnassingbé](#), qui s'était rendu à [Jérusalem](#) en septembre 2019, a néanmoins réussi à convaincre la plupart de ses binômes de tenir le sommet Afrique-Israël. La conférence a eu lieu à [Lomé](#) du 24 au 26 octobre 2019, avec environ 30 des 55 États africains représentés, parmi lesquels le [Rwanda](#), le [Kenya](#), [l'Ouganda](#), le [Congo Brazzaville](#), le [Cameroun](#), la [Côte d'Ivoire](#) et le [Ghana](#) (Kohnert, 2019).

Un facteur crucial dans la nouvelle stratégie africaine [d'Israël](#) était également le désir de limiter l'influence de l'[Iran](#) sur le continent. Israël attache une grande importance au développement de la coopération en matière de sécurité, notamment contre le [terrorisme islamiste](#). Par exemple, il a aidé le [Kenya](#) dans sa lutte contre le groupe [terroriste Al-Shabab](#) et est resté un fournisseur d'armes pour la région (Wojnarowicz, 2017).

Une autre question importante pour [Israël](#) était la stabilisation de la [Corne de l'Afrique](#), qui revêtait une importance géostratégique pour « sécuriser ses flancs ». [Tel Aviv](#) voulait empêcher la fermeture du détroit de [Bab-el-Mandeb](#) et garantir ainsi la liberté de navigation dans la [mer Rouge](#). Cela a notamment conduit au développement d'une coopération militaire étroite avec [l'Éthiopie](#). Les deux pays avaient un intérêt commun à empêcher les séparatistes érythréens de réussir, dans la mesure où une [Érythrée](#) musulmane indépendante pourrait collaborer avec les États arabes pour fermer la mer Rouge. Le [régime militaire éthiopien de gauche de l'ère Derg](#) (1974-1991) n'a pas dissuadé [Tel Aviv](#) en raison de ses intérêts nationaux primordiaux dans la région de la mer Rouge. Israël a donc également soutenu [l'Éthiopie](#) dans sa guerre frontalière avec la [Somalie](#) ([guerre de l'Ogaden](#) de 1977 à 1978). Plus tard, Israël s'est montré particulièrement préoccupé par la volonté de [l'Iran](#) d'améliorer ses relations avec [l'Érythrée](#) et par l'armement par l'Érythrée des [jihadistes somaliens d'Al-Shabaab](#) fanatiquement anti-israéliens (Tal, 2012).

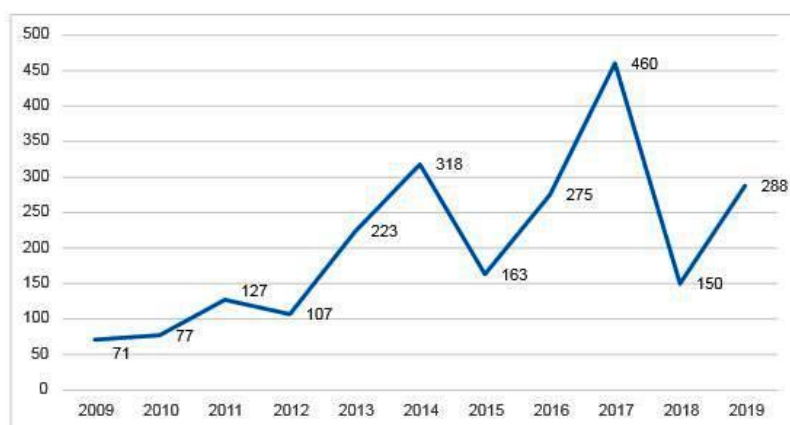
De plus, l'intérêt d'[Israël](#) pour la [Corne de l'Afrique](#) était directement lié aux [pressions migratoires](#) qui affectaient Israël depuis les années 2000. En 2016, il y avait environ 40 000 [réfugiés africains](#) en Israël, principalement originaires du [Soudan](#) et de [l'Érythrée](#) (Wojnarowicz, 2017). Mais jusqu'à présent, aucun pays [d'Afrique subsaharienne](#) n'a renoncé à soutenir l'appel palestinien à l'indépendance ou à critiquer la politique israélienne dans les territoires occupés. L'implication d'Israël en Afrique est perçue comme une menace pour les intérêts du continent par les États arabes [d'Afrique du Nord](#), en particulier le [Maroc](#). En outre, [l'Afrique du Sud](#) maintient une politique critique à l'égard d'Israël, s'oppose à lui accorder le statut d'observateur auprès de [l'Union africaine](#) et soutient le [mouvement pro-palestinien de boycott](#), désinvestissement et sanctions ([BDS](#)), calqué sur le mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud (Wojnarowicz, 2017). De plus, l'antisémitisme est en hausse en ASS, notamment en [Afrique du Sud](#), qui abrite la plus grande concentration de [Juifs](#) du continent. Ils ont joué un rôle important dans la promotion des relations diplomatiques et militaires entre Israël et l'Afrique du Sud (Mizroch, 2006). Ironiquement, le stéréotype anti-juif du « [Juif](#) »

développé par la tradition chrétienne était en fin de compte bien plus pernicieux et enraciné que celui développé dans l'[Islam](#). Aujourd'hui, l'antisémitisme musulman, généralement formulé en termes antisionistes, apparaît comme le plus menaçant des deux (Hellig, 2000).

Enfin, la stratégie de périphérie élargie d'[Israël](#) incluait le [Soudan](#) dès les années 1950. En 1956, Israël a établi des contacts avec le parti musulman pro-occidental Umma, un parti nationaliste qui s'est distancié des liens étroits avec [l'Égypte](#). En 1963, [Tel Aviv](#) a lancé une opération secrète pour soutenir les rebelles séparatistes au sud du Soudan. Ces opérations secrètes étaient coordonnées avec les [États-Unis](#). Après [l'accord d'Addis-Abeba](#) sur le Sud-Soudan de 1972, Israël a continué à entretenir des relations amicales avec [Khartoum](#), bien que la plupart du temps en secret. Les activités du [Mossad](#) au [Soudan](#) dans les années 1980 étaient coordonnées avec la [CIA](#). Le [coup d'État soudanais de 1985](#) a mis fin aux activités d'Israël dans ce pays (Tal, 2012). Le Soudan est devenu d'autant plus important que l'[Iran](#) le considérait également comme crucial en raison de sa position géostratégique. Elle était proche du monde arabe, notamment de l'[Égypte](#), et servait de porte dérobée vers l'ASS. [Téhéran](#) a utilisé le Soudan comme porte d'entrée pour le [trafic d'armes](#). Les armes étaient livrées via les ports maritimes soudanais vers l'Égypte et finalement vers la [bande de Gaza](#) et représentaient donc un risque sérieux pour la sécurité d'Israël (Tal, 2012). L'Iran a également déployé des efforts considérables pour développer ses relations avec le [Kenya](#), [l'Érythrée](#), la [Somalie](#), [Djibouti](#), la [Tanzanie](#) et les [Comores](#). Téhéran avait pour objectif d'établir une présence navale active dans la [mer Rouge](#), menant au [golfe d'Eilat](#) et au [canal de Suez](#), faisant de la mer Rouge une ligne majeure d'affrontement irano-israélien (Tal, 2012).

[Tel Aviv](#) a cherché à contrer cela en renforçant ses relations avec [l'Afrique de l'Est](#) en se concentrant sur les liens de sécurité (Salman, 2019). Il a délibérément limité autant que possible le débat public sur les relations de sécurité d'[Israël](#) en général et avec l'Afrique en particulier. Néanmoins, contrairement aux efforts officiels du ministère des Affaires étrangères pour mettre l'accent sur les relations civiles et l'aide étrangère du pays à l'Afrique, les liens de sécurité jouent un rôle plus important (Salman, 2021). Cela était conforme aux intérêts des régimes africains qui recherchaient l'assistance sécuritaire israélienne comme moyen d'assurer leur propre survie. Les relations controversées d'Israël avec les pays du continent faisaient partie d'un effort diplomatique plus large visant à bloquer la tentative de reconnaissance internationale de la [Palestine](#). Les bousculades diplomatiques autour de la Palestine et la rivalité omniprésente avec l'[Iran](#) se jouent en ASS (Gidron, 2020).

Graph 2: *Exportations d'Israël en matière de sécurité vers l'Afrique, 2009-2019*
(en milliards de dollars américains)



Source: Azoulai, 2013; Dagoni, 2011; Milman, 2018; Mack, 2019; MOD website, 2017, 2018, 2019, cité dans Salman, 2021, p.46

Une autre raison, du moins dans certains pays africains, était que les bonnes relations avec [Israël](#) étaient considérées comme positives par les [États-Unis](#). Le soutien politique inébranlable du [Soudan du Sud](#) à Israël à l'[ONU](#), par exemple, découlait en partie de ses tentatives de forger des liens plus étroits avec les [États-Unis](#). Il en va de même pour les relations entre Israël et le [Rwanda](#), qui ont atteint de nouveaux sommets avec l'ouverture de l'ambassade israélienne à [Kigali](#) en avril 2019. Le Rwanda avait tendance à s'identifier à Israël sur fond d'histoire commune de [génocide](#). Les relations se sont resserrées ces dernières années, en grande partie grâce aux exportations israéliennes de produits de sécurité vers le Rwanda, qui ont officiellement commencé au début des années 1990 (Salman, 2021).

Les exportations de sécurité vers l'Afrique, qui représentaient 2 % de l'ensemble des transactions en 2018, ont même doublé en 2019 pour atteindre 4 %. Cependant, les informations sur les types d'armes, les pays de destination ou les ventes négociées par des tiers font défaut. La valeur annuelle moyenne des exportations israéliennes de sécurité au cours de la dernière décennie était d'environ 7,5 milliards de dollars américains, dont 200 à 400 millions de dollars annuels étaient alloués à l'Afrique. Alors que les exportations de produits de sécurité vers l'Afrique s'élevaient à 71 millions de dollars américains en 2009, elles avaient atteint 288 millions de dollars américains en 2019, soit une augmentation de 306%. De plus, alors que les exportations de sécurité générale sont restées stables et ont même légèrement diminué, passant de 7,4 milliards de dollars en 2009 à 7,2 milliards de dollars en 2019, le volume des exportations de sécurité vers [l'Afrique subsaharienne](#) a augmenté de manière plus significative, en particulier ces dernières années. Cela montre que les liens de sécurité constituent un élément fondamental et important des relations d'[Israël](#) avec les pays africains, en grande partie parce que les intérêts de sécurité d'Israël coïncident avec ceux des États africains et la survie de leurs régimes (souvent autocratiques) (Salman, 2021). Le [Nigeria](#) est le premier importateur d'armes israéliennes en ASS, représentant près de 50 % de toutes les exportations israéliennes de sécurité vers l'ASS. Israël était également l'un des six principaux fournisseurs d'armes légères de l'Afrique, aux côtés de la [Russie](#), de la [Chine](#), des [États-Unis](#), de [l'Allemagne](#) et de la [Belgique](#). L'un des best-sellers était le fusil d'assaut [Galil](#), qui a été largement utilisé, par exemple, pendant la guerre civile au [Soudan du Sud](#) (Salman, 2021).

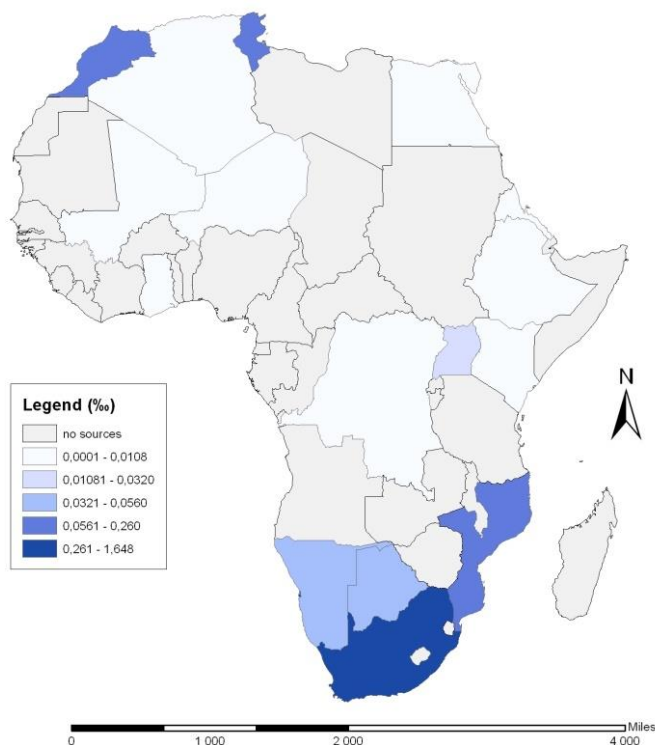
Population juive en Afrique subsaharienne

Cela dit, la [population juive](#) d'ASS a également joué un rôle important dans l'examen par [Israël](#) de l'ASS.

En revanche, les communautés juives se sont contractées en ASS. En 2010, ils étaient estimés à environ 100 000 personnes, pour tomber à 70 000 en 2050. Ce taux de croissance négatif de 29 % contraste fortement avec l'ensemble de l'ASS, où la population devrait croître de 131 % au cours des prochaines décennies (RPC, 2015). Leur centre s'est déplacé des communautés [sud-africaines](#) établies de longue date (estimées entre 52 000 et 88 000 Juifs) et [éthiopiennes](#), connues sous le nom de [Beta Israel](#), de la région de l'ancien [royaume d'Axoum](#) et de [l'empire éthiopien](#), actuellement divisé entre [l'Érythrée](#) et [l'Amhara](#) et Les régions du [Tigré](#) en [Éthiopie](#), avec un nombre estimé de 8 000 Juifs en 2019 (Dolsten, 2019), jusqu'aux régions émergentes [d'Afrique de l'Ouest](#) et [centrale](#). Un cercle extérieur comprenait des groupes ethniques africains qui revendiquaient une ancienne lignée [hébraïque](#) mais adhéraient toujours au christianisme institutionnalisé (protestant ou catholique) ou aux systèmes de croyances indigènes africains, ou à une combinaison de ceux-ci. Un cercle intermédiaire englobait les groupes qui modifiaient leurs pratiques et leurs croyances pour ressembler à la religion juive

ou israélite, mais de manière fondamentalement non religieuse, par exemple en pratiquant le sacrifice sacerdotal ou en retenant Jésus-Christ comme critère messianique. L'anneau central représentait les communautés africaines qui ont adopté le [judaïsme](#) normatif, bien qu'avec des accrétions africanisées (Miles, 2019).

Graph 3: *Proportion de la population juive en Afrique, 2005*



Source: © Faigl Ladislav, 27 decembre 2007, en.Wikipedia

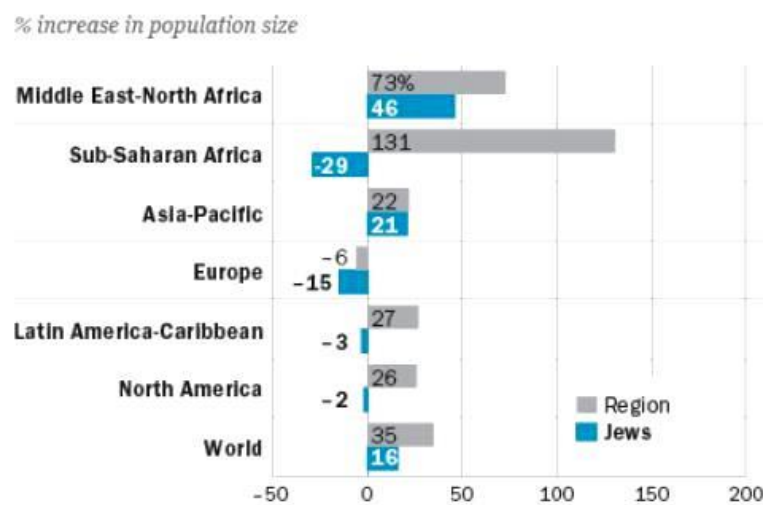
Graph 4: *Population juive mondiale par région, 2010 et 2050*

	YEAR	REGION'S TOTAL POPULATION	REGION'S JEWISH POPULATION	% JEWS IN REGION
North America	2010	344,530,000	6,040,000	1.8%
	2050	435,420,000	5,920,000	1.4
Middle East-North Africa	2010	341,020,000	5,630,000	1.6
	2050	588,960,000	8,200,000	1.4
Europe	2010	742,550,000	1,420,000	0.2
	2050	696,330,000	1,200,000	0.2
Latin America-Caribbean	2010	590,080,000	470,000	< 0.1
	2050	748,620,000	460,000	< 0.1
Asia-Pacific	2010	4,054,940,000	200,000	< 0.1
	2050	4,937,900,000	240,000	< 0.1
Sub-Saharan Africa	2010	822,730,000	100,000	< 0.1
	2050	1,899,960,000	70,000	< 0.1

Source: The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050
Population estimates are rounded to the nearest 10,000. Percentages are calculated from unrounded numbers.

Source: PRC, 2015

Graph 5: Croissance de la population juive comparée à la croissance globale par région du monde, 2010 à 2050



Source: The Future of World Religions: Population Growth Projections, 2010-2050

Source: PRC, 2015

3. Études de cas sur les relations d'Israël avec l'Afrique

Ce qui suit est une analyse des problèmes et du potentiel des relations étrangères d'[Israël](#) avec [l'Afrique subsaharienne](#), basée sur des études de cas des deux plus importants pays d'ASS, [l'Afrique du Sud](#) et le [Nigeria](#), complétées par l'[Érythrée](#) et le [Rwanda](#), qui ont tous deux des particularités, bien que différentes, les relations avec Israël, le premier en tant que source majeure de [migrants africains en Israël](#), le second en tant qu'hôte de [migrants africains expulsés par Israël](#) en échange d'argent, comme nous le montrerons ci-dessous.

3.1 Afrique du Sud

Caricature 4: Pourtant, l'apartheid existe



Source: © Sabaaneh, Middle East Monitor
[South Africa stands with Palestine](#), Baroud, 2023

[Israël](#) avait déjà eu des contacts avec [l'Afrique du Sud](#) à la fin de la période coloniale, entre 1948 et 1961. Au moment de l'indépendance de la plupart des pays africains, dans les années 1960, Israël s'est joint à plusieurs initiatives anti-apartheid des [Nations Unies](#) et a réduit sa représentation à [Pretoria](#) à un poste au niveau consulaire. Conformément à leurs efforts pour courtiser les nouveaux États [d'Afrique subsaharienne](#), les responsables israéliens ont évité toute association inutile avec le régime d'apartheid sud-africain. Après la [guerre israélo-arabe des Six Jours](#) de 1967, l'attitude d'Israël à l'égard de l'Afrique du Sud s'est adoucie. Dans une période de transition, entre 1967 et 1973, [Tel Aviv](#) s'est efforcé de rétablir les contacts commerciaux. Cependant, la [guerre du Kippour](#) d'octobre 1973 marque un tournant dans les interactions israélo-sud-africaines. [L'embargo arabe sur le pétrole](#) qui a suivi en 1973 et le fait qu'à la fin de la même année tous les États africains sauf quatre avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Israël ont conduit à un renversement radical des tendances antérieures (Tal, 2012).

La condamnation d'[Israël](#) dans le [monde arabe](#), suivie par le rejet de la poursuite des relations étrangères avec Israël par la plupart des États d'ASS, ont conduit à un renversement des relations entre Israël et [Pretoria](#). Israël s'est également absenté des votes anti-apartheid à l'[ONU](#). Les relations étrangères bilatérales avec [l'Afrique du Sud](#) se sont transformées en une relation à part entière englobant le soutien économique et militaire, y compris la [coopération nucléaire](#). L'Afrique du Sud avait des accords bilatéraux avec les [États-Unis](#), le [Royaume-Uni](#) et [Israël](#) pour la fourniture d'[uranium](#) afin de construire six [dispositifs nucléaires](#), en violation de [l'embargo sur les armes de l'ONU contre l'Afrique du Sud de 1977](#), au sujet duquel les résolutions de [l'Assemblée générale des Nations Unies](#) ont exprimé leur inquiétude (Das, 2020).

[Israël](#) et [l'Afrique du Sud](#) sont devenus des partenaires stratégiques. Cela a duré jusqu'en 1987, lorsqu'Israël, qui se trouvait seul parmi les pays développés, notamment l'[UE](#) et les [États-Unis](#), à entretenir des relations étroites avec l'Afrique du Sud de l'apartheid, s'est joint à l'Occident pour s'opposer à l'apartheid afin d'éviter un nouvel isolement, principalement en raison de la pression de la politique américaine (Tal, 2012; Mizroch, 2006).

Avec l'avènement du régime de l'apartheid et les [élections générales sud-africaines de 1994](#), les premières auxquelles les citoyens de toutes les « races » étaient autorisés à participer, la série d'accusations dirigées contre Israël en Afrique en raison de sa coopération antérieure avec le régime de l'apartheid s'est affaiblie. (Tal, 2012). Les relations sont restées cordiales sous [Nelson Mandela](#), premier président noir d'Afrique du Sud (1994-1999). Mais depuis lors, ils se sont fortement détériorés, la position de l'Afrique du Sud évoluant en faveur des [Palestiniens](#), en partie grâce à l'alliance historique entre le [Congrès national africain](#) et [l'Organisation de libération de la Palestine](#), concernant son ennemi commun, le « [régime de l'apartheid](#) » en [Afrique du Sud](#) et [Israël](#) (Polakow-Suransky, 2010; Tal, 2012).

La détérioration des relations israélo-sud-africaines a culminé le 18 février 2023 lors de la cérémonie d'ouverture de [l'Union africaine](#) (UA) à [Addis-Abeba](#), lorsque l'ambassadrice israélienne [Sharon Bar-Li](#) et sa délégation qui avait un statut d'observateur non-officiel ont été escortées de l'ouverture. En quelques secondes, vingt années de diplomatie israélienne courtisant les pays d'ASS ont été révélées comme un échec en Afrique. [Tel Aviv](#) était furieux, accusant « un petit nombre d'États extrémistes comme [l'Afrique du Sud](#) et [l'Algérie](#) » d'être le fer de lance d'une campagne visant à bloquer le statut d'observateur d'Israël. Il affirmait que l'[Iran](#) avait orchestré cette décision des gouvernements africains « motivés par la haine » d'Israël (Baroud, 2023).

Mais en fait, l'[OUA](#), précurseur de l'[UA](#), avait déjà identifié l'idéologie fondatrice d'Israël, le [sionisme](#), comme une forme de [racisme](#) lors de sa 12e session ordinaire à [Kampala](#) en 1975. Trois semaines après la décision de l'UA de 2023, le parlement sud-africain a voté en faveur d'une motion visant à déclasser l'ambassade du pays à [Tel-Aviv](#) en un simple bureau de liaison. Cela a également été décrit comme une « première étape » visant à contraindre Israël à « respecter les droits de l'homme, à reconnaître les droits du peuple palestinien (et) son droit à exister » (Baroud, 2023).

Caricature 5: *L'apartheid en Afrique du Sud et en Palestine*



Source: © [Carlos Latuff](#), [jadaliyya.com](#), Reynolds, 2011

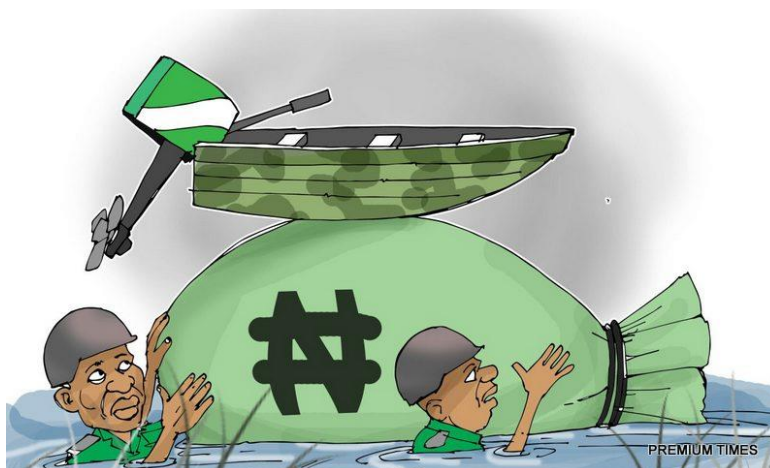
En outre, la question de savoir si la domination israélienne en [Palestine](#) devait être qualifiée de régime d'[apartheid](#) a été controversée. Selon une formule souvent citée de [Nelson Mandela](#), « l'Afrique du Sud ne sera jamais libre tant que la Palestine ne sera pas libre ». La comparaison est apparue avec force au milieu des années 1990 et au début des années 2000, notamment lorsque le [Statut de Rome](#) de 2002 a défini l'[apartheid](#) comme un crime, attirant ainsi l'attention sur la question du [droit international humanitaire](#). En décembre 2019, le [Comité des Nations Unies pour la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale](#) a annoncé l'ouverture d'un examen des plaintes palestiniennes selon lesquelles la politique israélienne en [Cisjordanie](#) équivalait à un [apartheid](#) (Staff, 2019).

En avril 2021, [Human Rights Watch](#) est devenue la première grande organisation internationale de défense des droits humains à accuser [Israël](#) d'[apartheid](#), appelant à ce que les responsables israéliens soient poursuivis en vertu du droit international et à une enquête de la [Cour pénale internationale](#). [Amnesty International](#) a emboîté le pas le 1er février 2022 (Holmes, 2021). Il existe dans le monde entier certains des chercheurs les plus renommés sur l'[Holocauste](#) et l'[antisémitisme](#) en [Israël](#), aux [États-Unis](#) et dans l'[Union européenne](#) qui partagent cette conviction. Une pétition récemment publiée, co-initiée par l'historien d'origine israélienne [Omer Bartov](#), l'un des chercheurs les plus respectés sur l'Holocauste et le génocide, déclare qu'« il ne peut y avoir de démocratie pour les Juifs d'Israël tant que les Palestiniens vivent sous ce que les avocats israéliens ont caractérisé en tant que régime d'apartheid » (Goldberg, 2023). La [Commission européenne](#) et d'autres chercheurs, en revanche, considèrent cette attribution comme « inappropriée » (Zilbershats, 2013 ; Würdemann, 2023). Bref, il semble que la [raison d'État](#) et la [Realpolitik](#) aient une influence significative sur le débat académique sur cette question controversée.

Pourtant, il y avait suffisamment de similitudes ou de rapprochements entre « [l'apartheid](#) » en [Afrique du Sud](#) et en [Israël](#) pour appartenir à la même famille de [colonialisme de peuplement](#) ([settler colonialism](#)), construit sur diverses formes d'exclusion, d'exploitation, de déplacement et d'enfermement. Alors que l'apartheid en tant que système idéologique et gouvernemental a finalement été démantelé en Afrique du Sud, en Palestine, le colonialisme de peuplement se poursuit à un rythme soutenu au sein d'un État qui s'est bien adapté aux impératifs économiques néolibéraux et il continue de recevoir un soutien presque sans réserve de la part des États-Unis (Peteet, 2016). Cette comparaison, ainsi que le mouvement pro-palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions ([BDS](#)), calqué sur le mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud, qui s'en inspire, suscite des cadres cognitifs alternatifs de compréhension. En sapant les affirmations d'unicité, la comparaison a une puissance qui va bien au-delà de l'approbation morale. Il a la capacité de mobiliser les gens à l'action. Surtout, l'apartheid n'est plus présenté comme la seule forme sud-africaine de colonialisme. Ce faisant, il remet en question l'idée selon laquelle l'État juif est un phénomène historique unique, intrinsèquement différent des autres formations sociales et donc au-dessus du débat habituel, de la critique et de la sanction (Peteet, 2016).

3.2 Relations Israël-Nigéria

Caricature 6: *La coopération en matière de sécurité motivée par la cupidité*⁵



Source: © [Premium Times](#), Emmanuel, 2018

Lorsque le [Nigeria](#) a accédé à l'indépendance en 1960, les relations entre son élite politique et ses imaginaires postcoloniaux ont été inspirées par [Israël](#), et les diplomates israéliens ont contribué à faire progresser les aspirations idéologiques, les projets économiques, les projets de développement et les programmes politiques qui ont défini l'époque (Schler, 2022). Les diplomates israéliens sont arrivés pour la première fois à [Lagos](#) en 1957, offrant leur soutien à diverses initiatives économiques et politiques. Les intérêts commerciaux et l'expertise technique d'Israël ont coïncidé avec la recherche de ressources, de stratégies et d'alliances pour relever les défis de la décolonisation. Au-delà de l'aide matérielle, cette relation reflétait des courants idéologiques plus larges qui recherchaient des alternatives à l'axe métropole-colonial au sein du système mondial de l'époque de la [guerre froide](#). Cette action s'inscrivait dans le cadre d'une incursion plus large d'Israël en Afrique. Il visait à contrebalancer les hostilités émanant du conflit du [Moyen-Orient](#) en gagnant des alliés parmi les nations

⁵ Des chefs militaires, des hommes politiques et des entrepreneurs nigériens (y compris des Israéliens) auraient volé plus de 3 100 milliards de nairas (4,05 milliards de dollars) dans le cadre de contrats d'achat d'armes. (Emmanuel, 2018).

nouvellement établies de l'ère postcoloniale. Les relations entre [Lagos](#) et [Tel Aviv](#) pendant la [Première République nigériane](#) (1963-1966) étaient principalement motivées par les circonstances politiques spécifiques au Nigeria et les défis auxquels l'élite politique nigériane était confrontée dans le processus très contesté de construction de la nation. Le Nigeria souffrait d'une structure politique malheureusement incapable de tenir les promesses d'autonomie, de démocratie et de souveraineté (Schler, 2022). Jusqu'en 1973, les agriculteurs, éducateurs, étudiants, universitaires, médecins, travailleurs communautaires et ingénieurs nigériens recevaient une formation en Israël, qui à son tour envoyait des experts pour aider au développement et à la modernisation du Nigeria (Paul, 2014).

De plus, pendant une grande partie de la [guerre froide](#), l'[Égypte](#) et [Israël](#) étaient activement engagés dans une rivalité pour l'influence dans les affaires africaines qui a touché le Nigeria à des degrés divers. Le Nigeria avait la plus grande population musulmane et la plus grande économie [d'Afrique subsaharienne](#). Elle était membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ([OPEP](#)) et de l'Organisation de la coopération islamique ([OCI](#)), entre autres groupements politiques, économiques ou culturels. Ainsi, le Nigeria avait une grande influence non seulement sur le continent mais aussi au-delà de cette région géographique en tant que puissance moyenne comme l'Afrique du Sud (Bishku, 2021).

La [guerre du Biafra](#) (1967-1970) a placé [Israël](#) face à un dilemme aigu. Il cherchait à entretenir de bonnes relations avec le gouvernement fédéral du Nigeria, qui considérait tout soutien aux séparatistes du Biafra comme un acte d'hostilité. Dans le même temps, le sort du [peuple Igbo](#) a rappelé à de nombreux Israéliens l'[Holocauste](#). L'opinion publique, la presse et le Parlement israéliens ont appelé à l'aide au Biafra, invoquant la profonde obligation morale de leur pays d'aider un peuple dans le besoin. Israël a fourni une aide au Biafra, notamment en fournissant secrètement des armes exigées par les sécessionnistes, ainsi qu'une aide humanitaire. Dans le même temps, Israël a également vendu des armes au Nigeria pour éviter une rupture diplomatique avec le gouvernement de Lagos, qui aurait affecté la position d'Israël dans toute l'Afrique noire (Levy, 2012).

Ainsi, la dimension sécuritaire et militaire reflétait les relations entre [Israël](#) et le [Nigeria](#) depuis les années 1960. Le ministère israélien de la Défense a encouragé ces liens et a commencé à pénétrer le [marché des armes](#) nigérian immédiatement après l'indépendance (Levy, 2012). Au cours de la période 2006-2010, par exemple, Israël a fourni divers types d'armes lourdes à plusieurs pays d'ASS, dont le Nigeria. Le Nigeria était le premier importateur africain d'armes israéliennes, représentant près de 50 % de toutes les exportations de sécurité d'Israël vers l'ASS. Israël était également l'un des six principaux fournisseurs d'armes légères de l'Afrique, aux côtés de la [Russie](#), de la [Chine](#), des [États-Unis](#), de l'[Allemagne](#) et de la [Belgique](#). Les preuves d'armes fabriquées en Israël (fusils [Galil](#), [Uzi](#) et [Tavor](#) améliorés et mitrailleuses [Negev](#)) entre les mains d'Africains, y compris de soldats nigériens et d'islamistes, étaient probablement également un indicateur d'un commerce d'armes couvert (Salman, 2021). Les contrats de sécurité du Nigeria ont été envahis par une corruption à grande échelle, y compris par des sous-traitants israéliens (Emmanuel, 2018). De plus, Israël a formé la [marine nigériane](#). L'expertise sécuritaire d'Israël reste très pertinente pour le Nigeria, en raison des menaces des [terroristes islamistes](#) radicaux qui fleurissent en [Afrique de l'Ouest](#) (Salman, 2021).

Au moment de la [guerre du Yom Kippour](#) (1973), Lagos a rompu ses relations diplomatiques avec Tel-Aviv le 25 octobre 1973, invoquant les violations du cessez-le-feu par cette dernière de la [résolution 338 du Conseil de sécurité de l'ONU](#) alors qu'elle cherchait à gagner plus de territoire sur la [Cisjordanie](#) du [Canal de Suez](#) à la fin du conflit. Toujours en 1982, le Nigeria

Les relations diplomatiques ont repris en septembre 1992 et l'année suivante, le Nigéria a ouvert sa première ambassade à [Tel-Aviv](#) et Israël dans la nouvelle capitale [Abuja](#). Depuis lors, l'essor commercial, les relations bilatérales et les liens diplomatiques solides ont fait du Nigeria le plus puissant allié africain d'Israël (Paul, 2014). En 2013, [Goodluck Jonathan](#) (2010-2015) est devenu le premier président nigérian à se rendre en Israël. Il a effectué un pèlerinage et signé des accords bilatéraux sur les services aériens avec le Premier ministre [Benjamin Netanyahu](#) (Cashman, 2013).

Caricature 7: Photos de réfugiés érythréens en Israël



L'[Égypte](#) et la [Ligue arabe](#) considéraient la guerre d'indépendance érythréenne comme partie intégrante du conflit israélo-arabe et considéraient l'insurrection érythréenne comme une lutte contre le [sionisme](#). Le Front de libération de l'Érythrée ([ELF](#)) s'est battu contre l'empereur [Hailé Sélassié](#), qui prétendait descendre de [Salomon](#), le roi de l'ancien [Israël](#) (Bekele, 2022). Par conséquent, [Tel Aviv](#) considérait la lutte de libération de l'[Érythrée](#) comme soutenue par les États arabes et craignait qu'une Érythrée indépendante, pro-arabe, ne bloque le passage d'Israël à travers la [mer Rouge](#). En 1967, les troupes éthiopiennes, entraînées par des conseillers israéliens, avaient pris le contrôle d'une grande partie de l'Érythrée ([Eritrea-Israel relations](#), en.Wikipedia).

15

était la compréhension par les parties impliquées que, malgré des désaccords politiques spécifiques, elles partageaient certains intérêts sécuritaires et économiques pour lesquels une alliance peut apporter des bénéfices mutuels concrets, en particulier pour contrer les influences régionales croissantes de l'[Iran](#) et de la [Turquie](#) (Guzansky , 2021). Les relations bilatérales entre Israël et l'Érythrée se sont considérablement améliorées depuis l'hospitalisation salvatrice du président érythréen [Isaias Afewerki](#) en Israël en 1993. La relation est complexe, compte tenu du soutien historique d'Israël à l'[Éthiopie](#) dans la répression de la révolte érythréenne contre le régime impérial puis révolutionnaire éthiopien après la chute de l'empereur [Haïlé Sélassié](#). Cependant, cela est vital pour les intérêts de sécurité d'Israël, compte tenu de sa proximité avec la [Somalie](#) et de sa capacité à servir de barrière contre les organisations islamistes somaliennes travaillant avec le [Hamas](#) et l'[Iran](#) (Lubotzky & Mehari, 2021).

Contrairement à d'autres pays, qui considèrent l'[Érythrée](#) avant tout comme un partenaire de coopération économique, les intérêts d'[Israël](#) sont largement basés sur la sécurité. Cela est dû à la situation géostratégique de l'Érythrée dans la [Corne de l'Afrique](#) et à son accès à la mer Rouge par le détroit de [Bab-el-Mandeb](#), c'est-à-dire l'embouchure de la [mer Rouge](#) dans le [golfe d'Aden](#), la route maritime menant au port d'Israël en mer Rouge, à [Eilat](#), ainsi qu'au [Yémen](#) et en [Arabie Saoudite](#). En Érythrée, Israël exploite des ports d'expédition et une station de surveillance dans le cadre des efforts visant à mettre fin au [trafic d'armes](#) iraniennes vers le [Hamass](#) et le [Hezbollah](#) (Salman, 2023; Lubotzky & Mehari, 2021).

Mais [Israël](#) est également un proche allié de l'[Éthiopie](#) et l'un de ses principaux fournisseurs d'armes, et Tel Aviv a soutenu [Addis-Abeba](#) dans la [guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie](#) (1998-2000) (Salman, 2021). Également, lors de la [guerre du Tigré](#) (2020-2022), menée dans la région du [Tigré](#), bordée par l'Érythrée au nord, entre les forces alliées au gouvernement fédéral éthiopien et à l'Érythrée d'un côté, et le Front de libération du peuple du Tigré ([FLPT](#)) de l'autre. D'autre part, Israël et les [États arabes du Golfe](#) étaient confrontés à un dilemme quant à la manière de réagir aux événements en Éthiopie (Salman, 2023). D'une part, [Addis-Abeba](#) est un allié régional. En revanche, aucun des deux n'a d'objection idéologique de fond à l'égard des rebelles tigréens. Dans le scénario d'une victoire du Tigré et d'une éventuelle destitution du Premier ministre éthiopien, [Abiy Ahmed](#), qui a reçu le [prix Nobel de la paix 2019](#) pour son initiative décisive visant à résoudre le conflit frontalier avec l'Érythrée voisine, l'[Égypte](#) et [Israël](#) ne veulent pas être lésés par là pour fermer l'identification avec le régime. Ils ont également dû prendre en compte la position des [États-Unis](#), qui ont critiqué l'implication de l'Éthiopie dans la guerre du Tigré et se sont montrés préoccupés par le renforcement des relations éthiopiennes-turques et éthiopiennes-russes. Israël entretient de bonnes relations avec Addis-Abeba. Par exemple, le Premier ministre [Abiy Ahmed](#) s'est rendu en Israël en 2019. Israël s'intéresse à une Éthiopie forte et unie comme base de la stabilité régionale et comme force contre l'extrémisme islamiste, ainsi qu'un potentiel client civil et militaire. L'effondrement ou l'affaiblissement significatif de l'État éthiopien pourrait conduire à une instabilité autour de la [mer Rouge](#), ce qui pourrait à son tour affecter les intérêts israéliens et encourager le renforcement de forces hostiles à Israël, comme l'[Iran](#) ou des [groupes djihadistes mondiaux](#) (Lubotzky & Mehari, 2021).

De plus, l'hydropolitique du Nil et de ses États riverains a eu un impact décisif sur les relations de l'Éthiopie avec l'Érythrée et, par extension, sur les relations étrangères de l'Érythrée avec Israël. Les États en aval, principalement l'Égypte et le Soudan, ont utilisé divers moyens pour entraver les programmes de développement de l'eau de l'Éthiopie, attisant ainsi les flammes de l'indépendance érythréenne et de sa lutte armée. Le soutien moral et matériel des deux États en aval aux sécessionnistes érythréens était le résultat direct de l'hydropolitique du Nil (Bekele, 2022).

Caricature 8: L'intervention israélienne en Afrique⁶

Israël protège les ressources en eau de l'Éthiopie : le [Grand barrage de la Renaissance](#) éthiopienne



Source: © in cartoon, [Daily News Egypt](#), 10 juillet 2016

Cela a eu un impact sur la lutte en cours entre l'Éthiopie et les États en aval au sujet du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne ([GERD](#)), soutenu et sécurisé par l'aide israélienne, y compris le système de défense aérienne mobile avancé [Spyder-MR](#). Par extension, cela a également eu un impact sur les relations étrangères de l'Érythrée avec Israël (Zaher, 2019; DEBKA-file, 2019).

Depuis que l'[Éthiopie](#) a annoncé la construction du [GERD](#) en avril 2011, sous la direction du Premier ministre éthiopien [Meles Zenawi](#), le président érythréen [Isaias Afwerki](#) avait exprimé clairement son opposition au barrage. En conséquence, [Addis-Abeba](#) a accusé à plusieurs reprises [Le Caire](#) d'utiliser l'[Érythrée](#) pour faire pression et déstabiliser l'Éthiopie. Cependant, depuis l'investiture du Premier ministre éthiopien [Abiy Ali](#) en 2018 et la signature de l'accord de paix avec [Asmara](#) en juillet 2018, des signes de rapprochement sont apparus entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Lorsqu'Afwerki a visité le site du GERD lors de sa visite officielle en Éthiopie le 13 octobre 2020, il a montré son approbation du barrage (Aman, 2020). Compte tenu du conflit entre l'Érythrée et le Front populaire de libération du Tigré ([FLPT](#)), de bonnes relations avec Addis-Abeba servaient les intérêts d'Afwerki. Le changement de position de l'Érythrée s'est produit dans un contexte d'escalade des tensions en Éthiopie, où le gouvernement d'Abiy Ahmed était confronté à des difficultés de la part de l'opposition tigréenne. La visite d'Afwerki sur le site du barrage était principalement liée aux conditions intérieures en Éthiopie et en Érythrée, à savoir la confrontation avec le TPLF, qui menaçait la paix entre les deux pays. Cependant, le changement de position du président érythréen, passant d'une opposition à un soutien au GERD, ne peut être considéré comme définitif, compte tenu de la dynamique de la région, étroitement liée aux composantes historiques et aux problèmes ethniques (Aman, 2020).

Déjà auparavant, le Front de libération de l'Érythrée ([FLE](#)) avait utilisé la question du [Nil](#) pour opposer le [Soudan](#) à l'[Éthiopie](#), en accordant une concession de terre près ou autour d'[Ali Ghidir](#), dans la région frontalière éthiopienne en Érythrée, irriguée par la [rivière Gash](#), afin d'étendre sa superficie cultivable pour l'agriculture italienne Société B.I.A. De plus, le gouvernement soudanais de [Khartoum](#) soupçonnait le gouvernement éthiopien d'avoir accordé

⁶ Cartoon tagged: [Ethiopia](#), [GERD](#), [Israel](#), [Netanyahu](#), [l'eau](#).

une concession de terres agricoles aux Israéliens dans l'ouest de l'Érythrée, notamment près de la rivière Gash (Bekele, 2022).

Selon les chiffres officiels de [l'Autorité israélienne de la population et de l'immigration](#), il y a actuellement environ 25 500 demandeurs d'asile adultes vivant en [Israël](#) (à comparer aux estimations non-officielles d'environ 40 000 migrants africains en Israël). La majorité (91 %) vient de [l'Érythrée](#) dictatoriale et du [Soudan](#) déchiré par la guerre, soit environ 20 000 d'Érythrée et environ 4 000 du Soudan. En outre, on estime qu'environ 8 000 enfants de demandeurs d'asile grandissent en Israël, dont la plupart sont nés en Israël (ASSAF, 2023). Les Africains ont commencé à arriver en Israël par la frontière poreuse avec l'[Égypte](#) entre 2005 et 2012 après que les forces égyptiennes ont violemment réprimé une manifestation de réfugiés au [Caire](#) et que l'on a parlé de sécurité et d'opportunités d'emploi en Israël. Des dizaines de milliers de personnes ont traversé la frontière du désert, souvent après des voyages périlleux (Staff, 2023). Toutefois, le taux de reconnaissance des demandeurs d'asile en Israël est très faible. En 2020, les autorités ont accordé l'asile à moins de 0,1 % des demandes (Ahmedin, 2023).

Le 2 septembre 2023, des émeutes ont éclaté à [Tel-Aviv](#) entre des groupes rivaux de [migrants érythréens](#), dans une lutte divisée entre partisans et opposants du régime autocratique du pays (Staff, 2023). La police israélienne a réprimé les émeutes et [Benjamin Netanyahu](#) a de nouveau appelé à l'expulsion des demandeurs d'asile (voir également la section suivante sur le Rwanda). Israël mène depuis longtemps une politique de protection des espions du régime érythréen en Israël. En 2019 déjà, [Amnesty International](#) avait publié un rapport sur la longue portée du Front populaire pour la démocratie et la justice ([FPLE](#)), le seul parti politique légal au pouvoir en Érythrée, et sur la manière dont il extorque les réfugiés qui ont fui le pays (Dolev-Hashiloni, 2023).

3.4 Relations Israël-Rwanda

Caricature 9: « Salutation commune rare » cordiale de Kagame en visite en Israël
par le président Reuven Rivlin et le Premier ministre Netanyahu



Source: © John Nyagah, NMG, Kayumba, 2107

⁷ Lorsque le président [Paul Kagame](#) s'est rendu en Israël en juillet 2017, le [Jerusalem Post](#) a rapporté qu'il avait bénéficié d'un « salut commun rare » de la part du président [Reuven Rivlin](#) et du Premier ministre [Netanyahu](#), ce qui n'a même pas été accordé au président américain [Donal Trump](#) ou au Premier ministre indien [Narendra Modi](#) (Kayumba, 2107).

Les relations diplomatiques entre [Israël](#) et le [Rwanda](#) ont été établies en 1962, peu après l'indépendance de l'état africain. Ils furent interrompus par le gouvernement rwandais le 8 octobre 1973 en raison de la [guerre du Kippour](#). Mais dans l'après-guerre froide, en particulier après le [génocide rwandais](#) de 1994 contre la minorité tutsie, qui a finalement porté au pouvoir le président [Paul Kagame](#), le Rwanda s'est forgé une réputation comme l'un des meilleurs amis d'Israël en [Afrique subsaharienne](#) (Bishku, 2019). Les deux pays ont repris leurs relations en 1994. Depuis le génocide, le gouvernement de [Kigali](#) a adopté une position plus progressiste en matière de division du pouvoir et des institutions religieuses et de promotion des libertés religieuses, ce qui a profité à la population musulmane locale.

Le [judaïsme](#), une religion jusqu'alors inconnue dans la région, a influencé la formation de l'identité rwandaise à travers l'expérience partagée du génocide. L'identité juive était de plus en plus liée à l'identité reconstruite de la nation, avec un fort accent sur les persécutions historiques, la reconstruction et le développement post-génocide (Beloff, 2022). En 2016, [Benjamin Netanyahu](#) a effectué une visite officielle au Rwanda. L'année suivante, [Kagame](#) est devenu le premier dirigeant africain à s'adresser au forum annuel du Comité des affaires publiques américano-israéliennes ([AIPAC](#)) à [Washington D.C.](#) Israël a ensuite annoncé qu'il ouvrirait une ambassade au Rwanda, l'une des moins d'une douzaine en Afrique (Bishku, 2019).

Avant le [génocide](#), le principal allié du Rwanda dans le système international était la [France](#). Après le génocide, [Paris](#) était non seulement hostile au gouvernement dirigé par le Front patriotique rwandais ([FPR](#)), mais refusait également de reconnaître un quelconque rôle dans le génocide. Cela a motivé les nouveaux dirigeants du pays à se trouver de « nouveaux amis ». La [Grande-Bretagne](#), par exemple, qui n'avait même pas d'ambassade au Rwanda avant le génocide, est devenue un allié clé et un donateur majeur aux côtés des [États-Unis](#). Le Rwanda a même rejoint le [Commonwealth](#) et a adopté l'anglais comme l'une de ses trois langues officielles (Kayumba, 2107).

Le soutien du gouvernement rwandais à [Israël](#) et à son droit à l'autodéfense lors de la guerre entre Israël et le [Hamas](#) à [Gaza](#) en 2014 doit être considéré dans le contexte des relations toujours croissantes entre les deux États. Cependant, en soutenant stratégiquement la réponse israélienne aux attaques du Hamas, le Rwanda a également pu justifier ses propres actions contre le groupe ethnique hutu [FDLR](#). En outre, les responsables rwandais espéraient que leur engagement en faveur de la sécurité d'Israël leur donnerait à l'avenir un accès préférentiel au développement technologique militaire et sécuritaire israélien. Au sein du gouvernement rwandais et des forces de défense, il existait un fort désir de voir les relations continuer à croître et à se développer (Beloff, 2016).

Le [Rwanda](#) a ouvert une ambassade à [Tel Aviv](#), pour la fermer six ans plus tard pour des raisons budgétaires. Mais il l'a rouverte en 2015. En avril 2019, Israël a ouvert sa première ambassade à [Kigali](#) dans le cadre de ses efforts visant à améliorer ses relations avec les pays africains. Il s'agit de la 11e ambassade en [Afrique subsaharienne](#), où Israël entretient des relations diplomatiques complètes avec 41 des 46 pays d'ASS. L'occasion a été utilisée pour annoncer que la compagnie aérienne nationale rwandaise, [RwandAir](#), allait lancer des vols directs vers Israël (Lazaroff, 2019).

Actuellement, le [Rwanda](#) et [Israël](#) entretiennent leurs meilleures relations de tous les temps. Alors que le Premier ministre israélien [Benjamin Netanyahu](#) a reçu un accueil de héros lors de sa visite à [Kigali](#) en juillet 2017, lorsque le président [Paul Kagame](#) a effectué sa visite de retour un an plus tard, le [Jerusalem Post](#) a rapporté qu'il avait bénéficié d'un « rare accueil commun » de la part du président du pays, [Reuven Rivlin](#) et le Premier ministre [Netanyahu](#),

quelque chose qui n'a même pas été offert au président américain [Donal Trump](#) (Kayumba, 2107).

Parce que les relations entre les deux pays n'ont pas été traditionnellement chaleureuses, en raison de la politique de la [guerre froide](#) et du soutien d'Israël au système d'[apartheid](#) en [Afrique du Sud](#), cette proximité a provoqué un certain désagrément. Certains responsables politiques [d'Afrique subsaharienne](#) considèrent la proximité du Rwanda avec Israël comme une déloyauté envers le continent (Kayumba, 2107).

Caricature 10: *Marqueurs d'accord dans l'accueil des demandeurs d'asile : Benjamin Netanyahu d'Israël et le général rwandais Paul Kagame*



Source: © *The Rwandan*, Mugisha-Fitzpatrick, 2017

Le [Rwanda](#) a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés en provenance des pays africains voisins comme le [Burundi](#), la [République démocratique du Congo](#), l'[Érythrée](#), la [Somalie](#) et le [Soudan du Sud](#). En outre, il avait accepté d'accueillir des réfugiés principalement originaires d'[Érythrée](#) et du [Soudan](#), à qui l'asile avait été refusé en [Israël](#) et qui avaient accepté un règlement financier pour quitter le pays « volontairement ». Mais [Kigali](#), du moins publiquement, a refusé d'accepter ceux qui seraient expulsés de force, comme le gouvernement israélien le fait depuis décembre 2017 (Bishku, 2019). Pour avoir accueilli ce que [Benjamin Netanyahu](#) appelait des « infiltrés », principalement originaires d'Érythrée et du Soudan, Israël était prêt à payer au régime de Kagame 5 000 dollars américains pour chaque « infiltré » expulsé. De plus, Israël paierait à chaque « infiltré » 3 500 dollars ainsi que son billet d'avion au cas où il partirait de son propre gré (Himbara, 2023; Mugisha-Fitzpatrick, 2017).

Environ 4 000 migrants ont quitté [Israël](#) pour le [Rwanda](#) et l'[Ouganda](#) dans le cadre d'un programme « volontaire » depuis 2013, mais le Premier ministre [Benjamin Netanyahu](#) a subi la pression de sa base électorale de droite pour en expulser des milliers d'autres. Après s'être retiré d'un plan de relocalisation soutenu par l'[ONU](#) en 2017, Israël a réorienté ses efforts vers la finalisation d'un accord visant à envoyer les migrants en [Ouganda](#) contre leur gré. Plusieurs groupes de défense des droits des migrants ont demandé à la [Cour suprême israélienne](#) de bloquer une telle politique (Editors MEM, 2018).

La controverse de longue date dans le droit international des réfugiés sur le concept de pays tiers sûrs est particulièrement délicate, en partie parce qu'elle permet aux États d'accueil de refuser leurs obligations de protection en arguant que les difficultés qui obligent à migrer si elles ne constituent pas une violation des principe fondamental du droit international de non-refoulement, ne sont pas fondamentalement différents de ceux auxquels sont confrontés les pauvres urbains nationaux. Depuis 2005, un nombre croissant de réfugiés [d'Afrique subsaharienne](#) ont traversé la frontière du Sinaï depuis l'[Égypte](#) vers Israël, la plupart signalant que les conditions de vie difficiles et la vulnérabilité aiguë à la violence et à l'exploitation en Égypte ne leur laissaient d'autre choix que de partir illégalement (Wankel, 2021). Ces migrants ont risqué leur vie en passant par le Sinaï égyptien. La réponse d'Israël au flux de réfugiés ainsi qu'aux terroristes islamistes potentiels a été la construction d'une clôture hermétique le long de sa frontière, construite et renforcée de 201 à 2013 (Anteby-Yemini, 2013).

Cependant, en 2018, l'accord sur la [traite des êtres humains](#) conclu entre [Israël](#) et un « pays tiers » s'était effondré. Sous la pression exercée sur [Kigali](#) par le [New Israel Fund](#) américain et sous la persuasion de [l'Union européenne](#), le [Rwanda](#) s'est retiré de l'accord et a refusé d'accepter des « infiltrés » en provenance d'Israël (Tingle, 2022). Sur les 4 000 réfugiés africains qui ont été expulsés vers le Rwanda et l'Ouganda, presque tous ont fui et ont entrepris le dangereux voyage vers l'Europe. En cours de route, beaucoup ont été confrontés à des trafiquants d'êtres humains brutaux, à des militants de [l'Etat islamique](#) et à une traversée mortelle de la [Méditerranée](#). D'autres ont été emprisonnés, battus et réduits en esclavage en [Libye](#) (Tingle, 2022).

4. Migrants africains en Israël

Caricature 11: *Expulsion forcée de demandeurs d'asile africains par Israël*



Source: © Sabaaneh, *Middle East Monitor*, 24 Avril 2018

Les [travailleurs migrants d'Afrique subsaharienne](#) ont commencé à arriver en [Israël](#) au début des années 1990. Depuis le « [Printemps arabe](#) » de 2011, l'entrée de migrants par le [désert du Sinaï](#) s'est accrue, poussant le gouvernement israélien à prendre des mesures drastiques pour fermer les frontières. Le 7 juin 2012, le gouvernement israélien a obtenu d'un tribunal israélien l'autorisation d'extrader les migrants [ivoiriens](#) et [sud-soudanais](#) présents sur le territoire, estimant qu'ils pouvaient désormais être renvoyés vers leur pays d'origine sans aucune menace pour leur sécurité. Ils ont eu deux semaines pour se rendre aux autorités en échange d'un vol retour gratuit et d'une « indemnisation » de 1 000 € par adulte et 400 € par

enfant. Passé ce délai de deux semaines, la formation de l'autorité de contrôle de l'immigration et des frontières du ministère israélien de l'Intérieur, l'unité Oz, a alors lancé une chasse pour arrêter les personnes récalcitrantes qui tentaient d'éviter l'expulsion (Lagarde, 2012).

Les conclusions de l'International Refugee Rights Initiative ([IRRI](#)) ont montré que deux facteurs principaux poussaient les demandeurs d'asile à quitter Israël : la politique de détention du pays et l'incapacité des demandeurs d'asile à obtenir un statut qui garantirait leurs droits et leur apporterait une stabilité en Israël. En réalité, ils n'ont reçu aucun statut légal. Ils se sont retrouvés sans documents légaux valides à leur arrivée à [Kigali](#) et ont été soit encouragés à quitter le pays, à vivre clandestinement et sans statut légal, soit à cacher le fait qu'ils venaient d'Israël. Les témoignages recueillis par l'IRRI suggèrent que la plupart, sinon la totalité, des demandeurs d'asile au [Rwanda](#) ont été expulsés clandestinement du pays par voie terrestre vers [Kampala](#) (Ouganda) quelques jours après leur arrivée à Kigali. Ils n'ont pas eu la possibilité de demander l'asile et même s'ils souhaitaient rester au Rwanda, leurs demandes de statut de réfugié n'ont pas pu être évaluées car le Comité national de détermination du statut de réfugié n'avait pas encore été créé (Refworld, 2015).

Même si certains [migrants d'Afrique subsaharienne](#) vivaient en [Israël](#) depuis de nombreuses années, l'absence de perspective d'obtenir pleinement leurs droits civiques a conduit de nombreux Africains à considérer leur séjour comme temporaire. Cette attitude s'est manifestée, par exemple, en renvoyant leurs enfants chez eux lorsqu'ils ont atteint l'âge scolaire (Sabar & Gez, 2009). Cependant, depuis la fin des années 1990, avec l'introduction des déportations massives, les Africains ont plutôt choisi de garder leurs enfants en Israël dans le cadre de leur nouvelle lutte pour le droit de résidence. En raison de l'ambiguïté créée par l'imprévisibilité des décisions de l'État, de nombreux migrants africains en Israël ont choisi par erreur le sort de leurs enfants en plus du leur, soulevant des questions sur l'intégration lorsque le statut de citoyenneté est incertain (Sabar & Gez, 2009).

En tant que résidents irréguliers dans le pays, les Africains ont vécu pendant de nombreuses années une grande partie de leur vie dans une communauté séparée avec des liens et des ponts limités avec la société et la culture israéliennes. Cependant, lorsqu'en 2005-2006 de nouvelles réglementations ont été adoptées, accordant le statut de résident à certains de leurs enfants nés ou élevés en Israël, les changements de comportement se sont intensifiés. Cela a eu des résultats contradictoires. Envoyer leurs enfants dans une école israélienne a présenté aux parents africains de nouveaux défis pour leur communauté très unie et les a obligés à consacrer une part de la scolarité de leurs enfants au creuset de la citoyenneté israélienne. En raison de l'intégration scolaire, qui impliquait de côtoyer des enfants parlant une langue différente et partageant une religion et un costume social différents, des tensions, voire une aliénation par rapport à la propre tradition familiale, surgissaient souvent (Sabar & Gez, 2009).

Alors que l'assimilation des enfants de travailleurs migrants décrite ci-dessus était répandue en Israël, la première génération de migrants, qui tendait à être moins bien intégrée et, par exemple, moins familiarisée avec la [langue hébraïque](#), essayait d'une manière ou d'une autre d'endiguer la vague d'aliénation des traditions de leurs ancêtres. Par exemple, de nombreux migrants africains ont été emmenés à des fêtes nationales et ethniques par leurs parents. Ils ont appris la langue de leurs parents et ont généralement conservé une certaine connaissance et engagement envers les traditions de leur famille. Cependant, certains observateurs attentifs prévoient ce que de nombreux enfants africains allaient bientôt vivre eux-mêmes : la déportation forcée de leurs parents pourrait condamner un enfant à l'exil social et culturel dans le pays de ses parents. En Israël, pour la plupart, les enfants de migrants africains ont montré

un désir remarquable de s'intégrer et d'appartenir à la société israélienne, et d'être plus israéliens que les Israéliens, notamment grâce à leur participation active au système éducatif public en langue hébraïque (Sabar & Gez, 2009).

Dans la mesure où [Israël](#) fait face à des milliers de nouveaux migrants africains, principalement des réfugiés du [Soudan](#) et de l'[Érythrée](#), il est d'autant plus important de mener une politique claire à l'égard des migrants non-juifs en général et de leurs enfants en particulier. La réticence de l'État israélien à formuler une politique claire à l'égard de ses migrants non-juifs et de leurs enfants a affecté les fondements ethno-religieux de l'État. Les préoccupations légitimes des migrants ont été perçues par les politiciens israéliens comme une remise en question de sa définition de patrie du [peuple juif](#) et ont donc été rejetées ou ignorées. Cependant, dans le cadre de la politique informelle d'Israël, des réglementations ont été établies entre les migrants eux-mêmes à travers des processus longs et complexes de négociations quotidiennes, entre les représentants officiels de l'État et les organisations de défense des droits de l'homme (Sabar & Gez, 2009).

Le sort des quelque 40 000 demandeurs d'asile (en 2018) dans leur pays divise la société israélienne. D'un côté, les politiques gouvernementales d'exclusion et le discours politique de criminalisation, ainsi que la [xénophobie](#), expriment une hostilité à l'égard de cette migration non-juive. D'autre part, une mobilisation inattendue de la société civile en faveur des réfugiés africains a mis en lumière un devoir d'hospitalité envers ces populations demandeuses d'asile, utilisant le passé juif pour légitimer leur accueil. Dans les lieux de coexistence quotidienne, des dynamiques opposées ont également été signalées. Ils témoignent de la marginalisation spatiale, sociale et politique des migrants subsahariens, d'une part, et de leur intégration de fait dans le marché du travail, les établissements d'enseignement, la culture, les loisirs et les pratiques de consommation locales, d'autre part (Anteby-Yemini, 2020).

Au traitement plus dur réservé à ces migrants, de nouveaux défis sont apparus, comme la gestion des décès de migrants sans statut officiel ou la réalisation de leurs rituels funéraires dans l'espace urbain israélien (Anteby-Yemini, 2018). Les communautés soudanaises et érythréennes illustrent des situations où les liens politiques entre ces [diasporas](#) et leurs pays d'origine divergent, conduisant à une gestion différente des défunts en migration, soit sur la route meurtrière du désert du [Sinaï](#), soit à la [frontière scellée du Sinaï](#), soit dans le pays d'accueil (Anteby-Yemini, 2018).

Dans le cas des [Soudanais](#), ils ont été contraints à un « séjour » mortuaire dans le pays d'exil, redéfinissant une nouvelle territorialisation en [Israël](#) qui ne correspondait pas aux projets migratoires de cette communauté en quête d'asile dans un pays occidental. Dans le cas des [Érythréens](#), le retour posthume au pays d'origine est devenu la norme, et cette reterritorialisation témoigne du fort sentiment nationaliste envers leur patrie, malgré l'exil forcé (Anteby-Yemini, 2018). Même si les relations entre ces migrants et leur État restaient tendues, l'[Érythrée](#) était clairement leur pays d'origine. Il s'est réactualisé après la mort, révélant la forme spécifique d'un nationalisme érythréen translocal et d'une identité collective érythréenne transnationale. De plus, l'absence créée par la fuite des migrants forcés était souvent compensée par les liens qu'ils continuaient d'entretenir avec leurs proches, que ce soit par le biais [d'envois de fonds](#) pour rembourser les dettes contractées lors de la migration, pour subvenir aux besoins financiers de leur famille ou pour financer des rituels funéraires. Mais si la famille restée au pays dépendait de ces transferts de fonds, les migrants dépendaient à leur tour de leurs familles restées au pays pour l'accomplissement de certains rites garantissant le sort post mortem de ceux qui mouraient pendant la migration. Ainsi, les rituels liés à la mort chez les Érythréens et les Soudanais en Israël ont construit de multiples espaces d'appartenance (Anteby-Yemini, 2018).

L'implication antérieure très controversée du [Rwanda](#) dans l'accueil d'Africains expulsés d'Israël a également soulevé de sérieuses inquiétudes quant à savoir si les projets du gouvernement britannique et de [Boris Johnson](#) en 2022 d'expulser des migrants irréguliers vers le [Rwanda](#), même avec un financement britannique de 120 millions de livres sterling dans des programmes de développement économique en échange de l'acceptation de réfugiés, serait légal, compte tenu des ressources douteuses, voire de la volonté de Kigali d'accueillir des expulsées (Beaumont, 2022). Sur les quelque 4 000 personnes expulsées par Israël vers le [Rwanda](#) et [l'Ouganda](#) dans le cadre du programme de « départ volontaire » entre 2014 et 2017, presque toutes auraient quitté le pays presque immédiatement, nombre d'entre elles tentant de retourner en Europe via des itinéraires de [trafic de migrants](#). [Amnesty International](#) a également souligné qu'[Israël](#) compte beaucoup moins de réfugiés que le [Rwanda](#) et est un pays beaucoup plus riche. En 2018, la [Cour suprême d'Israël](#) envisageait d'approuver un programme coercitif qui offrirait aux migrants africains la possibilité d'être expulsés avec des incitations financières vers l'un des deux « pays africains anonymes » (par exemple le Rwanda et l'Ouganda) ou d'être détenus pour une durée indéterminée. Le [HCR](#) s'est dit préoccupé par le manque de transparence des arrangements secrets et par le manque de sécurité ou de solution durable au sort des migrants, et par le fait que nombre d'entre eux ont ensuite tenté de poursuivre leurs mouvements dangereux en Afrique ou vers l'Europe (Beaumont, 2022). Les témoignages de migrants expulsés d'Israël vers le Rwanda recueillis par l'[IRRI](#) suggèrent que la plupart, sinon la totalité, ont été expulsés clandestinement du pays par voie terrestre vers [Kampala](#), en [Ouganda](#), quelques jours après leur arrivée dans la capitale rwandaise, [Kigali](#). D'autres migrants expulsés ont déclaré n'avoir reçu qu'un visa de vacances à leur arrivée au Rwanda et avoir été emmenés dans un hôtel d'où ils ont été encouragés à voyager illégalement en Ouganda. Depuis Kampala, la majorité d'entre eux ont voyagé vers le nord, vers le [Soudan du Sud](#), le [Soudan](#) et la [Libye](#), et nombre d'entre eux ont finalement risqué la traversée de la [mer Méditerranée](#) ou sont tombés entre les mains de [l'État islamique](#) (EI) dans l'espoir de trouver la sécurité et une destination en Europe (Beaumont, 2022; Tingle, 2022).

Les expulsions controversées prévues par le [Royaume-Uni](#) vers le [Rwanda](#) sont bloquées, à la suite d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme ([CEDH](#)). La CEDH a statué que les procédures judiciaires en cours au Royaume-Uni devaient être conclues avant que les expulsions vers le Rwanda puissent commencer. La [Haute Cour britannique](#) a par la suite jugé que le projet du gouvernement britannique d'envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda était légal. Cependant, le 24 janvier 2023, la [Haute Cour de Londres](#) a autorisé un appel contre la décision selon laquelle le projet du Royaume-Uni d'envoyer des migrants au Rwanda était légal. Ainsi, l'ambition de [Kagame](#) de gagner de l'argent en accueillant des demandeurs d'asile expulsés par [Israël](#), le [Danemark](#) et le [Royaume-Uni](#) pendant une décennie était vouée à l'échec (Himbara, 2023).

5. Conclusion

Caricature 12: *Qui était le premier ?*
Un conflit permanent, probablement sans fin



Source: © Maarten Wolterink, cartoonmovement.com, 9 octobre 2023

Pendant des décennies, la politique africaine intéressée d'[Israël](#) a évoqué les esprits qu'il avait convoqués sous la forme de migrants africains dont il est désormais difficile de se débarrasser. Les réfugiés et [migrants d'Afrique subsaharienne](#) en Israël peuvent être décrits comme très motivés et actifs, mais avec des illusions et des activités pour un avenir meilleur. Contrairement à ceux qui restent dans leur pays d'origine en raison de la peur et du désespoir, les migrants africains dépensent beaucoup d'énergie pour maintenir leur capacité d'agir et leur estime de soi dans une situation qui, de l'extérieur, semble presque désespérée. Ils espèrent un avenir sensiblement différent et ne restent pas passifs comme ceux qui restent, mais essaient de travailler activement pour les changements espérés (Rosenthal & Hofmann, 2020).

Avec sa loi antiterroriste de 2016, [Israël](#) cimentait les frontières de la citoyenneté grâce à des lois sur la sécurité. En transformant la législation coloniale pré-étatique en droit contemporain, Israël a effectivement intégré les mécanismes bureaucratiques de [discrimination raciale](#) dans la législation primaire. Ces mécanismes au sein de la loi créent la légitimité d'un système de gestion de la population surveillant les menaces, y compris les affiliations et loyautés politiques. En Israël, la [loi sur l'État-nation](#) et la loi antiterroriste ont délimité une zone d'appartenance politique précaire et dangereuse pour les minorités, y compris les migrants africains en Israël tout comme les [Palestiniens](#), subordonnant la citoyenneté à la prérogative de l'État de la révoquer, apparemment pour des raisons de sécurité (Berda, 2020). Le développement de pratiques de classification de la population selon un « axe de suspicion » qui amalgame « risque politique » et « risque sécuritaire » repose en grande partie sur l'impact des bureaucraties coloniales de sécurité sur les régimes indépendants en quête de légitimité en tant que nouvelles démocraties. Pour ce faire, ils cherchent à retracer les décisions d'utiliser un arsenal hérité de pratiques coloniales et coloniales du droit de la sécurité pour la gestion de la population, en particulier les restrictions de mobilité, la surveillance et le contrôle politique (Berda, 2020; Habbas & Berda, 2023).

Les critiques du [racisme](#) et de [l'antisémitisme](#) donnent régulièrement lieu à des débats ouverts et à des accusations mutuelles. Ces conflits surviennent particulièrement lorsqu'il s'agit d'[Israël](#) ou du conflit du [Moyen-Orient](#). Un exemple récent est un incident qui a attiré l'attention internationale impliquant le célèbre historien et théoricien politique camerounais [Achille Mbembe](#), invité à être le conférencier d'ouverture de la [Ruhrtriennale](#) dans la [région de la Ruhr](#) en [Allemagne](#) en 2020. Les déclarations de Mbembe sur Israël et son soutien à un [boycott d'Israël](#) a été critiqué par un camp comme étant [antisémite](#), tandis que l'autre camp, critique du [racisme](#), a non seulement rejeté ces allégations comme étant sans fondement, mais les a également considérées comme la reproduction de [structures racistes](#) aux dépens d'un orateur racialisé (Biskamp, 2020).

Bibliographie :

- Ahmedin**, Akeder (2023): [Eritrean asylum seekers in Israel: 'Our second country is bleeding'](#). BBC, 15 October 2023
- Akçayı**, Engin & İbrahim Aytaç **Anlı** (2013): [Israel in Sub-Saharan Africa : Reading Mashav experience](#). *International Journal of Economic and Social Research*, vol. 9 (2), pp. 353-369
- Aman**, Ayah (2020): [Eritrea shifts course on Egypt-Ethiopia dispute over Nile dam](#). *AL-monitor*, 22 October 2020
- Anteby-Yemini**, Lisa (2020) : [Défis et enjeux de la migration africaine en Israël](#). *Migrations Société*, 2020/1 (N° 179), pp. 149 – 164
- ASSAF** (2023): [Refugees in Israel. General info about asylum seekers in Israel](#). Assaf, Aid Organization for Refugees and Asylum Seekers in Israel, Website, accessed: 26 October 2023
- Baroud**, Ramzy (2023): [African countries are challenging Israel's plot across the continent](#). *Middle East Monitor*, 21 March 2023
- Beaumont**, Peter (2022): [Rwanda's history of receiving deportees raises concerns for potential UK scheme](#). *The Guardian*, 17 January 2022
- Beloff**, Jonathan R. (2022): [Rwandan perceptions of Jews, Judaism, and Israel](#). *Journal of Religion in Africa*, Online-Publication, 7 September 2022
- Beloff**, Jonathan R. (2016): [Rwanda, Israel, and Operation Protective Edge](#). *Israel Journal of Foreign Affairs*, vol. 10 (1), pp. 103-113
- Berda**, Yael (2020). [Managing 'dangerous populations': How colonial emergency laws shape citizenship](#). *Security Dialogue*, vol. 51(6), pp. 557-578
- Bishku**, Michael B. (2021): [Nigeria and the Muslim Middle East: Historical, political, economic, and cultural ties](#). *The Journal of the Middle East and Africa*, vol. 12(4), pp. 361-383
- Bishku**, Michael B. (2019): [Israel and Rwanda: The development of a special relationship](#). *The Maghreb Review*, vol. 44 (3), pp. 335-356
- Biskamp**, Floris (2020): [Ich sehe was, was Du nicht siehst: Antisemitismuskritik und Rassismuskritik im Streit um Israel](#) (Zur Diskussion). *Peripherie*, vol. 40, Nr. 159-160, pp. 426-440
- Cashman**, Greer Fay (2013): [Peres hosts Nigerian president for first-ever state visit](#). *The Jerusalem Post*, 28 October 2013
- Deas**, Joan (2019) : [South Africa's post-apartheid foreign policy on Israel-Palestine](#). *Middle East Monitor*, 16 October 2019
- Das**, Arunjana (2020): [Role of moral foundations in the nuclear disarmament of South Africa](#). *Scientia Militaria: South African Journal of Military Studies*, vol. 50 (1), pp. 91-119
- Deas**, Joan (2019) : [South Africa's post-apartheid foreign policy on Israel-Palestine](#). *Middle East Monitor*, 16 October 2019
- DEBKA-file** (2019): [Friction with Cairo over the Israel air defence system for Ethiopia's Great Nile Dam](#). DEBKA-file, 8 July 2019
- Dolev-Hashiloni**, Guli (2023): [How Eritrean regime agents persecute asylum seekers in Israel](#). +972 Magazine, 5 September 2023
- Dolsten**, Josefin (2019): [African Jewish communities get more recognition after years on the margins](#). *The Times of Israel*, 2 February 2019
- Editors MEM** (2018): [Israel abandons plan to forcibly deport African migrants](#). *Middle East Monitor*, 24 April 2018
- Emmanuel**, Ogala (2018): [Investigation: When generals turn bandits: Inside the massive corruption in Nigeria's security contracting](#). *Premium Times* (online newspaper, Nigeria), 15 May 2018
- Gidron**, Yotam (2020): [Israel in Africa: Security, migration, interstate politics](#). Zed Books, 192 p.
- Goldberg**, Amos (2023): [Apartheid ist unsere Realität in Israel](#). *faz.net*, 23 August 2023
- Guzansky**, Yoel (2021): [Israel's periphery doctrines: Then and now](#). *Middle East Policy*, vol. 28, pp. 88-100
- Habbas**, W. & Yael **Berda** (2023): [Colonial management as a social field: The Palestinian remaking of Israel's system of spatial control](#). *Current Sociology*, vol. 71(5), pp. 848-865

- Harris**, Ed (2006): [Asmara's last Jew recalls 'good old days'](#). BBC, 30 April 2006
- Heller**, Ella (2012): [Israeli public opinion on the peace process with the Palestinians](#). [Israel Democracy Institute](#), Viterbi Family Center for Public Opinion and Policy Research, Online Booklet, pp. 1-21
- Hellig**, Jocelyn (2000): [Antisemitism in Sub-Saharan Africa with a focus on South Africa](#). *Emory Journal of International Law*, vol. 14, pp. 1197–1247
- Himbara**, David (2023): [Kagame's decade-long desperation to make money from hosting deported asylum seekers by Israel, Denmark, and the UK is doomed](#). *Medium.com*, 2 February 2023
- Holmes**, Oliver (2021): [Israel is committing the crime of apartheid, rights group says](#). *The Guardian*, 27 April 2021
- Jones**, Pete & Vyacheslav **Abramov** & Miranda **Patrucic** (2022): [World leaders on Pegasus list include France's President Macron, Morocco's King Mohammed, Kazakhstan's President](#). Organized Crime and Corruption Reporting Project ([OCCRP](#))
- Kayumba**, Christopher (2107): [Rwanda-Israel cordial relations reflect new post-Cold War realities](#). *The East African*, 18 July 2017
- Kohnert**, Dirk (2019): [No change in sight - Togo's Political and Socio-Economic Development \(2017-2019\)](#). Author's version of 'BTI 2020 – Togo Country Report', [MPRA-research-paper.No. 91534](#)
- Kohnert**, Dirk (2022): [The impact of Russian presence in Africa](#). *MPRA paper*, No. 112564
- Kohnert**, Dirk (2022a): [Russia and the rise of Islamic terrorism in Sub-Saharan Africa](#). *SSRN No. 4122565*
- Kohnert**, Dirk (2022b): ['Enlightened' West African dictatorships challenged by state capture ? Insights from Benin, Togo and Senegal](#). *MPRA WP*, No. 114934
- Lagarde**, David (2012) : [Israël, l'inférieure « terre promise »](#). *Plein droit*, vol. 95 (4), pp. 23-26
- Lazaroff**, Tovah (2019): [Israel opens first embassy in Rwanda](#). *The Jerusalem Post*, 2 April 2019
- Levy**, Zach (2012): [Israel, Nigeria and the Biafra Civil War, 1967–1970](#). In: A. Dirk Moses, Lasse Heerten (eds.): *Postcolonial Conflict and the Question of Genocide*. Routledge, 2017, pp. 1-21
- Lieber**, Dov (2017) : [Foreign Ministry cartoon depicts Arab world as a man on a mule. Slammed as 'racist,' caricature sought to convince readers to exit the 'Middle Ages' and cooperate with ultramodern Israel](#). *The Times of Israel*, 26 December 2017
- Lubotzky**, Asher & Habtom **Mehari** (2021): [Is Ethiopia collapsing? Implications for Israel and the region from the Tigray War](#). *INSS, Strategic Assessment*, vol. 24 (4), pp. 103-109
- Miles**, William F. S. (2019): [Who is a Jew \(in Africa\)? Definitional and ethical considerations in the study of Sub-Saharan Jewry and Judaism](#). *The Journal of the Middle East and Africa*, vol. 10 (1), pp. 1-15
- Mizroch**, Amir (2006): [P.W. Botha felt Israel had betrayed him](#). *The Jerusalem Post*, 2 November 2006.
- Mugisha-Fitzpatrick**, Georgiana (2017): [Kagame gets 5,000 \\$ for each refugee deported from Israel to Rwanda](#). *The Rwandan*, 22 November, 2017
- Ningthoujam**, Alvite (2023): [Israel in Africa: Old and new partners](#). Tel Aviv: [Begin–Sadat Center for Strategic Studies](#), [Bar-Ilan University](#), *BESA Center Perspectives Paper* No. 2,208, 20 July 2023
- Nouhou**, Alhadji Bouba (2003) : [Israël et l'Afrique: une relation mouvementée](#). Karthala, 232 p.
- Ofir**, Jonathan (2017): [Israel passes 'anti-infiltration law' to speed up the deportation of African refugees](#). [mondoweiss.net](#), New York: 14 December 2017
- Onana**, Jean-Baptiste (2006) : [L'Afrique, les Palestiniens et Israël : système à double entente](#). *Outre-Terre*, vol. no 14 (1), pp. 393-401
- Paul**, Jonny (2014): [Nigeria: Israel's staunchest African ally](#). *Israel National News*, Arutz Sheva, 11 September 2014
- Peteet**, Julie (2016): [The work of comparison: Israel/Palestine and Apartheid](#). *Anthropological Quarterly*, vol. 89 (1), pp.: 247–281
- Polakow-Suransky**, Sasha (2010): [The unspoken alliance: Israel's secret relationship with Apartheid South Africa](#). Knopf Doubleday Publishing Group, 336 p.

- PRC** (2015): [The future of world religions: Population growth projections, 2010-2050](#). [Pew Research Center](#), Report, 2 April 2015
- Refworld** (2015): [“I was left with nothing”: “Voluntary” departures of asylum seekers from Israel to Rwanda and Uganda](#). *International Refugee Rights Initiative*, September 2015, pp. 1-30
- Reynolds**, John (2011): [The Spectre of South Africa](#). *jadaliyya.com*, 29 October 2011
- Rosenthal**, Gabriele & Lukas **Hofmann** (2020): [Zur Lebenssituation und Zukunftsperspektive von eritreischen Geflüchteten: Geflohen nach Israel – deportiert nach Ruanda/Uganda – gestrandet in Kampala](#). In: Bahl, Eva & Johannes Becker (eds.) (2020): [Global processes of flight and migration: The explanatory power of case studies](#). Göttingen University Press, pp. 43-61
- Sabar**, Gaila & Yonatan N. **Gez** (2009): [“I know nothing about Africa”: Children of undocumented Sub-Saharan African labor migrants in Israel, between integration and deportation](#). In: Mally Shechory, Sarah Ben-David and Dan Soen (eds.): *Who Pays the Price? Foreign Workers, Society, Crime and the Law*. New York: Nova Science Publishers: 481-499 – also on ResearchGate
- Salman**, Yaron (2019): [Israel–East Africa relations](#). *Strategic Assessment*, Institute for National Security Studies (Israel) INSS, vol. 22 (2), pp. 1-13
- Salman**, Yaron (2021): [The security element in Israel-Africa relations](#). Institute for National Security Studies (Israel) INSS, *Strategic Assessment*, vol. 24 (2), pp. 38-53
- Salman**, Yaron (2023): [The Oslo accords and Israel–Africa relations](#). *Israel Studies Review*, vol. 38 (2), pp. 1-20
- Schler**, Lynn (2022): [Decolonizing independence: Statecraft in Nigeria's First Republic and Israeli interventions](#). Michigan State University Press, 212 p.
- Siniver**, Asaf & Gerasimos **Tsourapas** (2023): [Middle powers and soft-power rivalry: Egyptian–Israeli competition in Africa](#). *Foreign Policy Analysis*, January 2023, pp. 1-22
- Staff**, ToI (2019): [Report: UN anti-racism panel to probe claims of Israeli apartheid in West Bank](#). *The Times of Israel*, 24 December 2019
- Staff**, ToI (2023): [Eritreans in Israel: Long neglected, divided amongst themselves and dividing society](#). *The Times of Israel*, 2 September 2023
- Tal**, Deborah (2012): [The evolution of Israeli-Sub-Saharan Africa relations: The case of Guinea](#). PhD thesis, The American University of Paris (France), ProQuest Dissertations Publishing
- Tingle**, Rory (2022): [How Rwanda's last migrant deal ended in escapees and claims of slavery](#). *Daily Mail*, *Mailonline*
- Wankel**, Mallory Charlotte (2021): [Rethinking norms on return to urban refugee situations: Sub-Saharan African refugees in Cairo and irregular secondary movement to Israel](#). Thesis, The American University in Cairo, AUC Knowledge Fountain
- Weil**, Shalva (2011): [Operation Solomon 20 years on](#). International Relations and Security Network (ISN), ETH-Zürich. See also [Ethiopian Jews in Israel](#), Wikipedia
- Wojnarowicz**, Michał (2017): [Sub-Saharan Africa in Israel's foreign policy](#). *PISM Bulletin*, pp. 1-2
- Würdemann**, Tom (2023): [Eine absurde Überspitzung: Der vernebelte Vorwurf der Apartheid wird als Glaubenssatz gegen Israel eingesetzt](#). *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 October 2023
- Zaher**, Hassan Abdel (2019): [Concerns mount in Egypt as Israel boosts ties with Ethiopia](#). *The Arab Weekly*, 20 July 2019
- Zilbershats**, Yaffa. (2013): [Apartheid, international law, and the occupied Palestinian territory: A reply to John Dugard and John Reynolds](#). *European Journal of International Law*, vol. 24(3), pp. 915-928

Abstract : *[The impact of Israel's Sub-Saharan relations on African migrants in Israel]* - In the 1960s, sub-Saharan Africa experienced a major diplomatic offensive by Israel. Kwame Nkrumah's Ghana was the first country to establish diplomatic and economic relations. Others soon followed, so that by the mid-1960s some forty African countries were receiving agricultural and military aid from Israel and benefiting from scholarships for their students. Israel's involvement was facilitated by the CIA's activities in Africa at the time, which were conceived and funded by the United States and other Western powers as their 'third force' in Africa. Since then, the situation has evolved due to Africans' growing solidarity with the Palestinians and their rejection of Israel's "apartheid" system of systematic discrimination against non-Israeli populations. Israel lost the support of most SSA countries in the early 1970s because it collaborated with apartheid South Africa. As Nelson Mandela said, "South Africa will never be free until Palestine is free". At its 12th Ordinary Session in Kampala in 1975, the OAU for the first time identified Israel's founding ideology, Zionism, as a form of racism. Nevertheless, several African countries continued to maintain low-level contacts through thirteen foreign embassies, for example in Ethiopia, Tanzania, Uganda and Zaire, while educational and commercial exchanges continued, albeit on a much-reduced scale and away from the public eye. However, the scourge of Islamist terrorism necessitated a revival of relations. Military and security cooperation, including cyber security, is particularly intensive with Ethiopia, Zaire, Uganda, Ghana, Togo and South Africa, for example. It has also often served to prop up despotic African regimes. Today, sub-Saharan Africa is a lucrative market for the Israeli defence industry. Cameroon, Chad, Equatorial Guinea, Lesotho, Nigeria, Rwanda, Seychelles, South Africa and Uganda all received arms from Israel between 2006 and 2010. In 2014, 40% of Israeli arms exports went to African countries. After the end of the Cold War and the beginning of the Israeli-Arab peace process, most African states resumed relations with Israel after Netanyahu became prime minister in 2009, under the slogan "Israel comes back to Africa, Africa comes back to Israel". Israel now has relations with 40 sub-Saharan states, some of which are more pro-Israel than before. The stabilisation of the Horn of Africa was seen as crucial because it was directly related to the immigration pressures Israel had been facing since the middle of the last decade. An estimated 40,000 African refugees live on Israeli soil, most of them from Sudan and Eritrea. Israel's international reputation has been affected by its determined policy to limit the number of migrants by building a wall on its border with Egypt. Since 2013, the government has attempted to deport around 4,000 migrants to Rwanda and Uganda between 2014 and 2017 as part of a 'voluntary departure' programme. Almost all fled Rwanda again and made the dangerous journey to Europe.

Zusammenfassung : *[Die Auswirkungen von Israels Beziehungen zu Afrika südlich der Sahara auf afrikanische Migranten in Israel]* – In den 1960er Jahren erlebte Afrika südlich der Sahara eine umfassende diplomatische Offensive Israels. Das Ghana Kwame Nkrumahs war das erste Land, das diplomatische und wirtschaftliche Beziehungen aufbaute. Andere Länder folgten bald, so dass Mitte der 1960er Jahre etwa vierzig afrikanische Länder Agrar- und Militärhilfe von Israel erhielten und von Stipendien für ihre Studenten profitierten. Das Engagement Israels wurde durch die damaligen Aktivitäten der CIA in Afrika gefördert, die von den Vereinigten Staaten und anderen westlichen Mächten als ihrer „dritten Kraft“ in Afrika gestaltet und finanziert wurden. Seitdem hat sich die Situation aufgrund der wachsenden Solidarität der Afrikaner mit den Palästinensern und ihrer Ablehnung des israelischen „Apartheid“-Systems, d.h. der systematischen Diskriminierung nicht-israelischer Bevölkerungsgruppen, weiterentwickelt. Israel verlor Anfang der 1970er Jahre aufgrund seiner Zusammenarbeit mit dem Apartheid-Südafrika die Unterstützung der meisten SSA-Länder. Wie Nelson Mandela sagte: „Südafrika wird niemals frei sein, bis Palästina frei ist.“ Auf ihrer 12. ordentlichen Tagung in Kampala im Jahr 1975 bezeichnete die OAU erstmals Israels Gründungsideologie, den Zionismus, als eine Form des Rassismus. Dennoch unterhielt mehrere afrikanische Länder weiterhin Kontakte auf niedriger Ebene über dreizehn ausländische Botschaften, beispielsweise in Äthiopien, Tansania, Uganda und Zaire, während der Bildungs- und Handelsaustausch fortgesetzt wurde, wenn auch auf deutlich reduziertem Niveau und abseits der Öffentlichkeit. Doch die Geißel des islamistischen Terrorismus machte eine Wiederbelebung der Beziehungen erforderlich. Die militärische und sicherheitspolitische Zusammenarbeit, einschließlich der Cybersicherheit, ist beispielsweise mit Äthiopien, Zaire, Uganda, Ghana, Togo und Südafrika besonders intensiv. Sie diente häufig auch der Unterstützung despotischer afrikanischer Regime. Heute ist Afrika südlich der Sahara ein lukrativer Markt für die israelische Rüstungsindustrie. Kamerun, Tschad, Äquatorialguinea, Lesotho, Nigeria, Ruanda, die Seychellen, Südafrika und Uganda erhielten zwischen 2006 und 2010 Waffen aus Israel. Im Jahr 2014 gingen 40 % der israelischen Waffenexporte in afrikanische Länder. Nach dem Ende des Kalten Krieges und dem Beginn des israelisch-arabischen Friedensprozesses nahmen die meisten afrikanischen Staaten die Beziehungen zu Israel wieder auf, nachdem Netanyahu 2009 Premierminister wurde unter dem Motto: „Israel kommt nach Afrika zurück, Afrika kommt nach Israel zurück“. Israel unterhält mittlerweile Beziehungen zu 40 Staaten südlich der Sahara, von denen einige eine pro-israelischere Haltung einnehmen als zuvor. Die Stabilisierung des Horns von Afrika wurde als entscheidend angesehen, da sie in direktem Zusammenhang mit dem Einwanderungsdruck stand, dem Israel seit Mitte des letzten Jahrzehnts ausgesetzt war. Auf israelischem Boden leben schätzungsweise 40.000 afrikanische Flüchtlinge, die meisten aus dem Sudan und Eritrea. Israels internationales Ansehen wurde durch seine entschlossene Politik beeinträchtigt, die Zahl der Migranten durch den Bau einer Mauer an der Grenze zu Ägypten zu begrenzen. Seit 2013 hat die Regierung im Rahmen eines Programms der „freiwilligen Ausreise“ zwischen 2014 und 2017 versucht, rund 4.000 Migranten nach Ruanda und Uganda abzuschieben. Fast alle flohen wieder aus Ruanda und machten sich auf die gefährliche Reise nach Europa.